



RAPPORT
SEMESTRIEL
2012



1	PRÉSENTATION DU GROUPE	1
	1.1 Informations financières sélectionnées	2
	1.2 Profil de la Société et chiffres clés	3
	1.3 Risques et facteurs de risque	4
2	RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2012	9
	2.1 Faits marquants	10
	2.2 Résultats du Groupe	16
	2.3 Événements postérieurs à l'arrêté	22
3	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU GROUPE BULL	23
	3.1 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	24
	3.2 Comptes semestriels consolidés résumés et notes annexes	25
4	INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL	57
	4.1 Informations concernant le capital social	58
	4.2 Organigramme	60
	4.3 Informations concernant les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2012	62
	4.4 Informations concernant les principales participations minoritaires au 30 juin 2012	68
5	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	69
	5.1 Responsable du rapport financier semestriel	70

PRÉSENTATION DU GROUPE

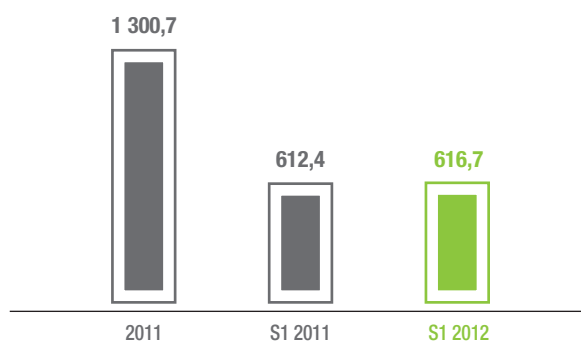


1

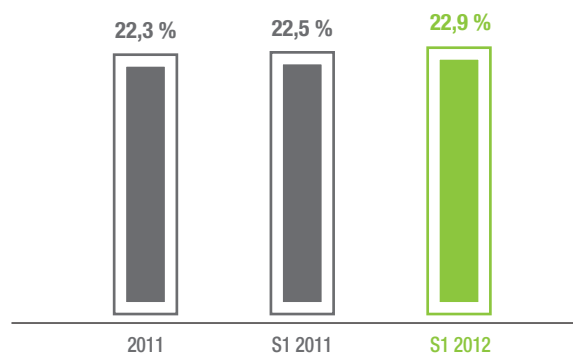
1.1	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	2
1.2	PROFIL DE LA SOCIÉTÉ ET CHIFFRES CLÉS	3
1.3	RISQUES ET FACTEURS DE RISQUE	4

1.1 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

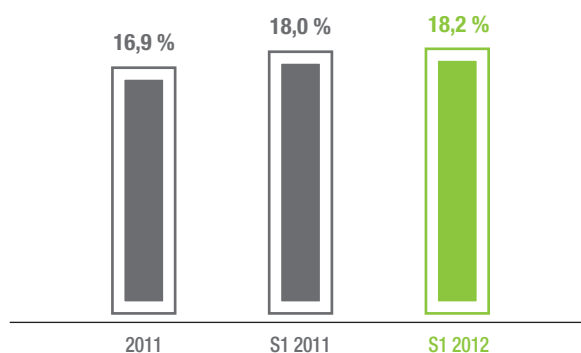
→ ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
(EN MILLIONS D'EUROS)



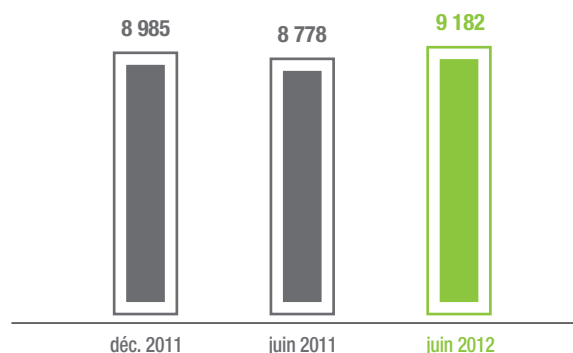
→ ÉVOLUTION DU TAUX DE MARGE BRUTE
(EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES)



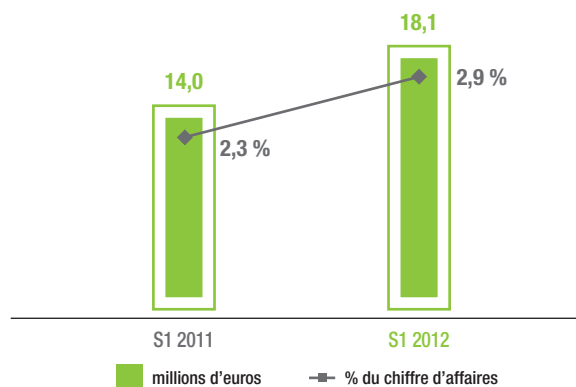
→ ÉVOLUTION DES FRAIS COMMERCIAUX ET ADMINISTRATIFS
(EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES)



→ EFFECTIF EN FIN DE PÉRIODE



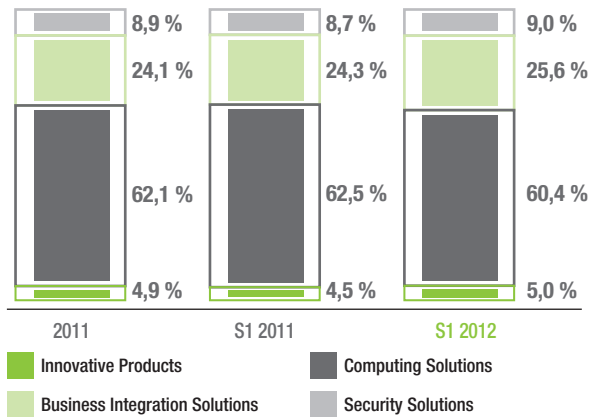
→ ÉVOLUTION DE L'EBIT (1)



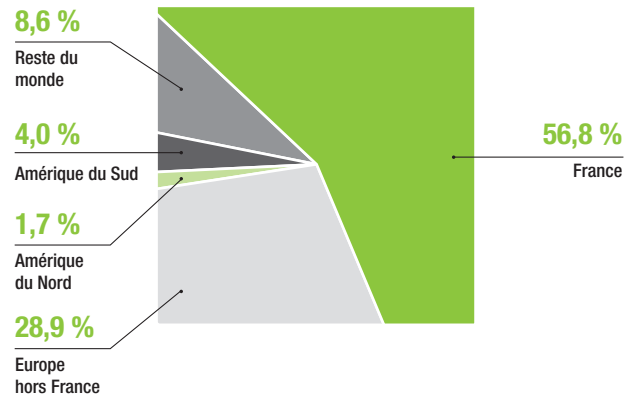
(1) EBIT = Résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers et quote-part des sociétés associées.

1.2 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ ET CHIFFRES CLÉS

→ ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EXTERNE PAR BUSINESS LINE

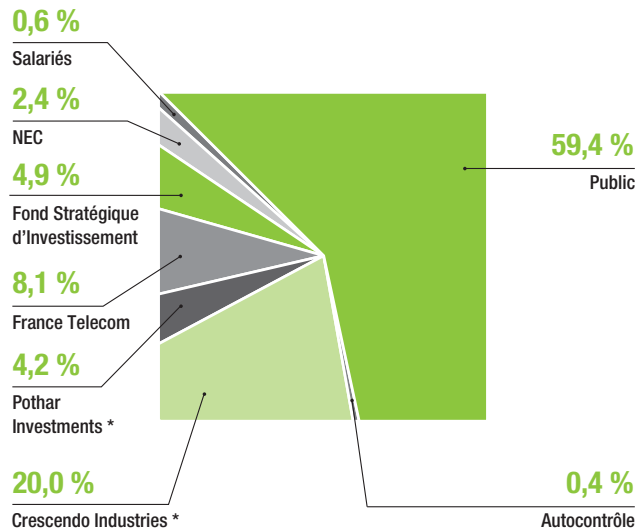


→ CHIFFRE D'AFFAIRES PAR GÉOGRAPHIE (30 JUIN 2012)



Pour une comparaison plus pertinente entre 2012 et 2011, le chiffre d'affaires par Business Line du premier semestre 2011 a été ajusté par rapport aux chiffres publiés à fin juin 2011.

→ ACTIONNARIAT (AU 30 JUIN 2012)



* Personne morale liée à Philippe Vannier, Président-directeur général de Bull, Marc Hériard Dubreuil, membre du conseil d'administration et Dominique Lesourd, représentant de Crescendo Industries au conseil d'administration de Bull

1.3 RISQUES ET FACTEURS DE RISQUE

Bull conduit une politique de gestion des risques visant à assurer au mieux la défense et le développement de son patrimoine et de sa réputation, et à protéger les intérêts de ses actionnaires, salariés, clients, fournisseurs, de l'environnement et de ses autres parties prenantes.

Bull procède régulièrement à des revues de ses risques, notamment à travers l'établissement d'une cartographie des risques. Cette cartographie a pour objet d'identifier, dans les différentes entités du Groupe, les risques liés aux différents processus et activités, et à les consolider. L'analyse des risques conduit ensuite à définir des actions locales ou transversales pour maîtriser les risques majeurs.

Les risques opérationnels généralement liés aux secteurs d'activité dans lesquels Bull intervient, et ceux propres à l'activité et à l'organisation du Groupe sont présentés ci-dessous par thème.

Risques juridiques

Bull est une société française cotée en Bourse sur le compartiment B d'Euronext Paris.

À ce titre la direction juridique veille à l'application de toutes les dispositions législatives et réglementaires, tant nationales que communautaires, applicables aux sociétés anonymes faisant appel public à l'épargne.

À l'exception de certaines activités et notamment à l'export où des autorisations spécifiques sont nécessaires, la Société n'est soumise à aucune réglementation particulière pour l'exercice de ses métiers qui pourrait avoir une incidence sur sa situation financière ou comporter des risques particuliers pouvant affecter son développement.

Les risques juridiques de Bull sont principalement liés à ses activités commerciales de concepteur, de fabricant et de distributeur de matériels informatiques, de logiciels et de solutions de sécurité, ainsi que de prestataire de services informatiques.

La direction juridique veille à ce que les relations contractuelles avec les tiers, qu'ils soient clients ou fournisseurs, soient raisonnablement encadrées par des documents établissant des relations équilibrées. Les principaux facteurs de risque pour lesquels le groupe Bull pourrait être impliqué sont des réclamations en matière de propriété industrielle ou intellectuelle, de responsabilité contractuelle en matière de vente de produits ou des prestations de services jugées insatisfaisantes, ainsi qu'en matière de distribution et/ou de commercialisation de produits.

De façon régulière, les sociétés du Groupe sont amenées à émettre des garanties bancaires de bonne fin qui sont exigées par les clients lors de la signature de contrats d'une certaine importance. La direction financière, assistée de la direction juridique, veille tant à la rédaction des garanties bancaires qu'à la prévention de tout tirage injustifié de ces garanties.

De façon exceptionnelle et malgré le soin apporté à la prévention, les conseils et les garanties dont le Groupe s'entoure, les opérations d'investissement ou de désinvestissement peuvent conduire à des contentieux qui ne sont pas particulièrement liés à l'activité intrinsèque de Bull, mais qui sont inhérents à toute opération effectuée dans ce cadre.

Dans la gestion courante des affaires, certaines sociétés du Groupe sont parties prenantes à des procédures judiciaires, la plupart d'ordre commercial. Il n'existait, au 30 juin 2012, aucun litige devant des tribunaux ou en arbitrage susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine du Groupe, qui n'ait pas été pris en compte dans les états financiers.

Les différentes réclamations reçues à titre pré-contentieux ou contentieux ont fait soigneusement l'objet d'une analyse et d'une évaluation de risque par les juristes du Groupe. Les conséquences financières en découlant ont ensuite été analysées et prises en considération dans les états financiers du Groupe. Ces analyses sont corroborées par les différents cabinets d'avocats qui défendent les intérêts du Groupe.

Il n'existe pas de procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en cours ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu au cours du premier semestre 2012 des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Risques liés à l'activité

LES FOURNISSEURS, SOUS-TRAITANTS ET PARTENAIRES

Pour l'ensemble de ses offres de technologies et de solutions, Bull est dépendant de diverses coopérations avec des partenaires. L'évolution du métier de Bull dans un marché ouvert l'amène à nouer des partenariats afin de permettre le développement et la mise au point de ses offres produits et services.

Bull est donc dépendant, comme ses concurrents, d'un environnement comprenant des fournisseurs de composants ou de matériel, d'éditeurs de logiciel, et de groupes de travail ou d'autres prestataires. Cependant, dans un monde de systèmes ouverts, où la plupart des acteurs se concurrencent mais coopèrent également dans de nombreux domaines, la standardisation et la banalisation des plates-formes et des offres réduisent ce risque de dépendance en permettant très souvent des alternatives.

Pour certaines offres, l'entreprise dépend néanmoins d'un seul partenariat ou d'une seule source d'approvisionnement. Dans ces cas, Bull s'efforce de maîtriser ce risque grâce à sa faculté à anticiper ses besoins et à travailler très en amont avec ses fournisseurs. Son système de prévisions s'intègre bien dans le processus de fabrication et de développement de produits de ses fournisseurs. De plus, Bull s'appuie sur des fournisseurs fiables et pérennes, et dont la capacité à satisfaire la demande est reconnue.

LES CLIENTS

Bull entretient avec ses clients des relations commerciales basées sur des contrats qui correspondent aux critères usuels de la profession. Certains de ces contrats, soit par leur taille, soit par leur durée, sont de nature telle que leur arrêt sans préavis pourrait affecter une activité du Groupe.

Néanmoins la structure du portefeuille global de clients peut être considérée comme suffisamment diversifiée pour que cet impact soit limité à l'échelle du Groupe.

LES GARANTIES DONNÉES AUX CLIENTS

Pour un certain nombre de contrats, le Groupe a été amené à donner à ses clients des garanties de bonne exécution, couvertes par des cautions bancaires. Le montant de ces engagements est donné dans la note 30 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés.

CONTRATS DE SERVICES

Dans le secteur des services informatiques, il est d'usage que certains contrats soient facturés sur la base de la prestation réalisée (régie) et d'autres sur la base d'un prix fixe (forfait). Les contrats en régie sont généralement effectués sur la base de prestations de services définies avec le client, quantifiées et facturées sur une base journalière ou mensuelle. Le chiffre d'affaires des contrats au forfait est reconnu soit sur la base de l'avancement fondé sur des indicateurs de développement du projet, soit par une méthode de points de passage définis contractuellement (*milestones*).

Risque de contrepartie

Les risques clients sont encadrés par une politique Groupe spécifique. Des limites de crédit sont fixées pour tout client privé, avec une révision au moins annuelle. Au-delà d'un certain montant, ces limites de crédit sont approuvées par la direction financière.

La proportion élevée de clients publics limite le risque clients auquel le Groupe est exposé.

Les créances de Bull SAS sur ses clients domiciliés en France bénéficient, pour 98 % de leur montant au 30 juin 2012, d'une assurance crédit dans le cadre du contrat d'affacturage.

Les autres risques de contrepartie portent sur les placements de trésorerie et les instruments dérivés de change. Pour ces deux types d'opérations, ne sont retenus que des partenaires financiers de premier plan.

Risque de liquidité

La totalité des filiales françaises, et la majorité des filiales d'Europe de l'Ouest, sont impliquées dans un processus quotidien de centralisation automatique de la trésorerie par la société mère du Groupe. Les autres filiales transfèrent régulièrement leur trésorerie excédentaire disponible à la société mère.

Une partie de la trésorerie, correspondant notamment aux comptes de garantie liés aux contrats d'affacturage (voir note 15 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés) et aux dépôts liés aux cautions bancaires, est reconnue comptablement comme non disponible. Au 30 juin 2012, le montant correspondant était de 38 millions d'euros.

Par ailleurs, la trésorerie détenue par un certain nombre d'entités à l'étranger n'est pas disponible au niveau de la Trésorerie Groupe. Le montant correspondant est estimé à environ 25 millions d'euros, dont la plus grande partie est constituée par la trésorerie placée localement par Bull GmbH, et qui constitue le complément du prêt de 53 millions consenti à Bull, l'ensemble constituant les actifs financiers couvrant les engagements de retraite de cette filiale.

La liquidité du Groupe a été renforcée par la mise en place, en janvier 2011, d'un crédit syndiqué au profit de Bull de 50 millions d'euros, d'une durée de cinq ans (voir note 22 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés). Ce crédit comporte une tranche amortissable de 35 millions d'euros tirée dès la mise en place, et une tranche sous forme de crédit renouvelable de 15 millions d'euros, non utilisée au 30 juin 2012.

Ce crédit syndiqué prévoit que Bull respecte des engagements financiers, mentionnés dans la note 22, lesquels, s'ils n'étaient pas respectés, déclencherait l'exigibilité immédiate du prêt. Bull respecte largement ces engagements financiers.

Une partie de la trésorerie du Groupe résulte de l'affacturage. L'impact en trésorerie est indiqué à la note 15 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés. Le principal contrat concerne les sociétés Bull SAS, SA Bull NV (Belgique) et Serviware. Au titre de ce contrat, l'affactureur s'engage à mettre à la disposition de ces sociétés une ligne de financement de 150 millions d'euros, valable jusqu'au 31 décembre 2012, sous réserve du respect des ratios indiqués dans cette même note.

À fin décembre 2011, le Groupe a mobilisé auprès d'un partenaire bancaire sa créance de Crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice 2010. Cette mobilisation a amélioré la trésorerie du Groupe d'un montant de 17,1 millions d'euros (voir note 22 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés).

La trésorerie disponible au niveau du Groupe enregistre des variations importantes au cours de chaque semestre, liées aux cycles de facturation et d'encaissement. Ces variations sont de l'ordre de 130 millions d'euros, avec les points hauts atteints en fin de semestre.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés pour couvrir son risque lié à la variation des taux d'intérêt.

Le détail des actifs et passifs financiers est donné dans la note 26 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés. Au bilan, les actifs financiers à taux variable excèdent largement les passifs financiers à taux variable. Les contrats d'affacturage mis en place par les sociétés du Groupe donnent lieu à un financement à taux variable des créances commerciales cédées sans recours. Le montant de ces financements au 30 juin 2012 est de 105 millions d'euros (voir note 15 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés), et l'exposition nette totale du Groupe au risque de taux variable, en tenant compte de ces financements, est de 54,2 millions d'euros.

Les actifs et passifs financiers à taux variable sont très majoritairement libellés en euros, et liés à des indices qui évoluent de manière similaire.

Une variation de 100 points de base des taux court terme (l'Euribor 3 mois pouvant être considéré comme le principal indice de référence) se traduirait par un impact de 0,5 million d'euros sur le résultat avant impôts du Groupe.

Risques de change

Le groupe Bull est soumis à des risques de change naissant de ses transactions commerciales en devises, ainsi que des relations financières entre les entités, essentiellement avec la société mère.

L'exposition du Groupe aux risques de change est donnée dans la note 26 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés.

Les opérations de couverture des risques de change sont coordonnées par la Trésorerie Groupe. Les transactions des filiales sont dans la plupart des cas réalisées en devise locale, sauf pour ce qui est de Bull SAS, l'entité en charge des achats Groupe, dont une partie est effectuée en devises, principalement en USD.

Afin de réduire son exposition aux risques de change, le Groupe négocie des achats et ventes de devises à terme et instruments de nature optionnelle et les met à disposition des filiales concernées.

RISQUE DE CHANGE LIÉ À LA POSITION COMMERCIALE

Le Groupe couvre principalement les achats en devises réalisés par Bull SAS. La couverture concerne à la fois les dettes fournisseurs au bilan et les achats prévisionnels, sur une base annuelle, ainsi que ceux se rapportant à des contrats unitaires de montant particulièrement important.

La couverture est constituée d'une part d'instruments dérivés de change, d'autre part d'opérations à seuil de déclenchement (*stop loss*). Ces ordres sont exécutés lorsque le cours de la devise atteint un certain seuil. Les cours de déclenchement sont calculés de manière à obtenir le cours moyen qui avait été retenu pour le budget couvert.

Comptablement, certains instruments dérivés sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie en conformité avec les critères de la norme IAS 39. La partie efficace de la variation de juste valeur de ces instruments de couverture est enregistrée en contrepartie des capitaux propres, la partie inefficace en compte de résultat.

Les variations de valeur des autres instruments dérivés, pour lesquels n'est pas établie une relation de couverture, sont comptabilisées en compte de résultat.

RISQUE DE CHANGE LIÉ À LA POSITION FINANCIÈRE

Il concerne les entités qui portent des prêts ou des emprunts internes au Groupe, libellés dans une devise autre que leur monnaie de fonctionnement : il s'agit essentiellement de la société Bull. La couverture du risque de change correspondant donne lieu à des achats ou ventes à terme de devises.

Risque action

Au 30 juin 2012, l'exposition du groupe Bull au risque action concerne essentiellement les 294 000 actions Bull détenues en autocontrôle pour les besoins du contrat de liquidité. Ces actions sont valorisées au cours de clôture du 30 juin 2012, soit 0,7 million d'euros. À titre d'exemple, une variation négative de 10 % du cours de l'action Bull par rapport au cours du 30 juin 2012 aurait donc un impact négatif d'environ 70 000 euros sur les comptes du Groupe. Dans ce contexte, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de mettre en place une politique d'encadrement du risque action.

Risque pays

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de risque significatif global du fait du faible volume d'activité réalisé dans un certain nombre de pays déterminés présentant une instabilité économique ou politique forte. Cependant l'exposition est plus importante pour certaines activités dans un certain nombre de ces pays. Si tous ces risques venaient à survenir concomitamment, ils auraient un impact sur les comptes du Groupe, néanmoins limité.

Comme pour toutes les entreprises de la zone euro, tout risque systémique ne peut être écarté.

Marques, brevets et licences

La direction de la propriété intellectuelle assistée de plusieurs cabinets spécialisés dans ce domaine, est en charge de la surveillance, de la protection et de l'exploitation de la propriété industrielle et intellectuelle des sociétés du Groupe et des droits qui y sont attachés.

Le Groupe confirme qu'à sa connaissance et en fonction de la veille technologique qui est faite, il est propriétaire ou détient par licence ou autrement, tous les droits de propriété intellectuelle et industrielle nécessaires à la réalisation de ses activités actuelles. Aucun litige ou réclamation significatif n'est pendant ou ne fait l'objet de menace précise en ce qui concerne l'usage et l'exploitation de la propriété industrielle et intellectuelle appartenant aux sociétés du Groupe ou mise en œuvre par celles-ci.

Le Groupe a une politique de protection active des marques utilisées pour les besoins de ses activités et examine de façon régulière si la couverture géographique des protections souscrites correspond à celles de l'exploitation des marques. Certaines des licences ont été contractées pour une période limitée, mais le Groupe estime qu'il ne devrait pas exister d'obstacle majeur à les renouveler. De même, en ce qui concerne les accords en cours, Bull n'a pas de raison de suspecter d'éventuelles résiliations unilatérales de la part des titulaires des droits. Le renouvellement ou la modification de ces contrats s'effectue dans le cadre de négociations usuelles entre clients et fournisseurs.

Le Groupe incite les chercheurs et ingénieurs au dépôt de brevets pour les inventions effectuées dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2012



2.1	FAITS MARQUANTS	10
2.1.1	Innovative Products	10
2.1.2	Computing Solutions	11
2.1.3	Business Integration Solutions	12
2.1.4	Security solutions	14
2.1.5	Gouvernement d'entreprise	15
2.2	RÉSULTATS DU GROUPE	16
2.2.1	Changements de périmètre	16
2.2.2	Résultats au 30 juin 2012	16
2.3	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'ARRÊTÉ	22

2.1 FAITS MARQUANTS

Au cours du premier semestre, Bull a été sélectionné dans deux projets développés dans le cadre des Investissements d'Avenir par le Fonds national pour la Société Numérique (FSN), géré par la Caisse des dépôts et consignations : Andromède et NumInnov.

Le premier projet développé avec SFR consiste dans le déploiement d'une infrastructure de *cloud computing* à vocation française et européenne. Le projet de SFR et Bull, auquel l'État a décidé de participer via le FSN, est une initiative essentielle pour la compétitivité des agents économiques privés et publics. Il répond au besoin critique de disposer des services informatiques virtualisés aujourd'hui indispensables à la bonne marche des entreprises, dans des conditions qui garantissent leur indépendance, leur sécurité, la confidentialité et la proximité de leurs informations. Le projet représente un investissement de 225 millions d'euros et prévoit la création directe d'environ 400 nouveaux emplois. Bull y participera à hauteur de 20 %.

Le second projet baptisé « NumInnov » contribuera à la généralisation du calcul intensif et au développement de nouveaux usages. L'investissement prévu sur les semestres à venir est de 28 millions d'euros dont la part de Bull s'élèvera à 55 %. Une nouvelle société commune offrira des services Cloud de types IaaS et PaaS à destination des éditeurs de logiciels fédérés par le projet NumInnov. Ainsi, 25 PME se sont associées à Bull avec l'ambition de fédérer un écosystème d'acteurs, éditeurs de logiciels et fournisseurs de services métier autour des nouveaux usages du calcul intensif en mode *cloud computing*.

La mise en œuvre effective de ces projets aura lieu dans les prochains mois.

2.1.1 INNOVATIVE PRODUCTS

CURIE accélère la recherche européenne

Lire deux milliards de livres en une seule seconde, c'est la performance que pourrait réaliser le supercalculateur CURIE, conçu par Bull pour GENCI et mis à disposition de la communauté scientifique, française et européenne. Mis en place en trois mois fin 2011, CURIE est entièrement installé et sa configuration a été testée afin que son accès soit totalement ouvert aux scientifiques européens le 1^{er} mars 2012. Dans cette ultime phase de test, le bon fonctionnement du supercalculateur est notamment vérifié en exécutant des simulations de très grande taille sur la quasi-totalité de ses composants. Cette période dite de « Grands Challenges » permet généralement aux chercheurs de réaliser des avancées scientifiques majeures.

Bull, le CEA, F4E et JAEA inaugurent à Rokkasho (Japon) le supercalculateur Helios dédié au programme Fusion

Bull, le CEA, F4E et JAEA, en présence de représentants de l'Union européenne et de l'ambassade de France au Japon, ainsi que de nombreuses personnalités politiques japonaises dont plusieurs parlementaires, le gouverneur de la province d'Aomori et le maire de Rokkasho, ont inauguré à Rokkasho (Japon) le supercalculateur Helios, l'un des plus puissants au monde avec une puissance crête de plus de 1,5 petaflops. C'est le troisième supercalculateur petaflopique conçu et développé par Bull mis en production opérationnelle au cours des dix-huit derniers mois.

En outre, dans le cadre de ce projet, Bull a eu la responsabilité de la conception et de la réalisation de la distribution d'électricité et d'eau glacée pour le refroidissement liquide du centre de calcul, l'infrastructure (bâtiment, transformateurs, groupes froids,...) ayant été fournie par le Japon. Bull a également réalisé l'installation du supercalculateur, et en assurera la maintenance et l'exploitation pendant une durée de cinq ans.

L'industrie et les centres de recherche créent une plate-forme technologique européenne pour le Calcul haute performance

Les principaux fournisseurs de technologies de calcul intensif (HPC), parmi lesquels Allinea, ARM, Bull, Caps Entreprise, Eurotech, IBM, Intel, ParTec, STMicroelectronics et Xyratex en collaboration avec les centres de recherche HPC BSC, CEA, CINECA, Fraunhofer, Forschungszentrum Juelich et LRZ, ont créé une plate-forme technologique européenne pour le HPC (ETP4HPC) et publié un document d'orientation expliquant l'ambition de cette plate-forme, à savoir améliorer la position de l'Europe dans le domaine des technologies HPC.

Le prix Bull Joseph Fourier 2012 récompense trois équipes scientifiques pour leurs avancées dans la recherche et dans l'innovation

Pour la troisième année consécutive, Bull et le GENCI ont récompensé trois équipes de chercheurs pour leur importante contribution à l'amélioration des connaissances scientifiques et au développement des méthodes de simulation. Le premier prix a été décerné à l'équipe dirigée par Jean-Michel Alimi, astrophysicien, directeur de recherche au CNRS. Le prix récompense une importante avancée dans la compréhension de l'Univers, avec la première modélisation de la structuration de tout l'Univers observable du *Big-Bang* jusqu'à aujourd'hui, réalisée sur le supercalculateur CURIE de GENCI. Le deuxième prix a été attribué à l'équipe représentée par Luc Bergé, physicien, directeur de recherche au CEA, Chef du Laboratoire Interaction Rayonnement-Matière pour ses travaux dans le domaine de l'optique, en particulier de la propagation de laser dans des matériaux denses comme les verres de silice. Le troisième prix a été attribué à l'équipe représentée par Yann-Michel Niquet, physicien, chercheur au Laboratoire de simulation atomistique de l'Institut nanosciences et cryogénie (INAC) du CEA/Grenoble, pour ses travaux dans le domaine des nanotechnologies pour semi-conducteurs, des nanofils et des nanotubes.

2.1.2 COMPUTING SOLUTIONS

Bull LiberTP met le patrimoine applicatif des entreprises à l'heure du *cloud computing*

Bull annonce LiberTP, un logiciel conçu pour moderniser rapidement le patrimoine applicatif des entreprises. Moniteur transactionnel de nouvelle génération, Bull LiberTP permet aux entreprises de porter facilement leurs applications transactionnelles vers un environnement ouvert et de retrouver des marges de manœuvres financières et techniques pour développer de nouveaux projets.

Conçu dans le cadre du programme « Le cloud by Bull », LiberTP permet aux entreprises de préparer l'évolution progressive de leur patrimoine applicatif vers des infrastructures de type *cloud computing*. Bull LiberTP préserve le patrimoine applicatif et le libère des infrastructures transactionnelles classiques. De nombreuses entreprises basent en effet leur activité sur des applications écrites sous UNIX® en Cobol ou en C, enrichies depuis des années. Mais ces applications sont dépendantes de technologies client/serveur souvent complexes et coûteuses.

Bull LiberTP peut rendre les applications transactionnelles des entreprises accessibles depuis tout terminal mobile, tablette ou *smartphone*. Bull LiberTP répond ainsi aux exigences de l'exploitation transactionnelle en infrastructure *cloud*, tout en assurant la montée en charge et la haute disponibilité des applications. S'appuyant sur son savoir-faire historique, Bull a conçu un système performant et sécurisé qui assure la pérennité des applications stratégiques et les enrichit de fonctionnalités nouvelles. Les applications historiques bénéficient de la robustesse d'un transactionnel d'entreprise et s'ouvrent vers les environnements virtualisés et les terminaux mobiles.

Bull signe un accord-cadre de passation de commandes avec l'agence NC3A de l'OTAN

Bull vient de signer un accord-cadre de passation de commandes avec l'agence *NATO Consultation, Command and Control Agency* (NC3A) de l'OTAN. Cet accord sert de cadre aux deux parties qui pourront ainsi débiter rapidement leur collaboration. En signant cet accord avec l'OTAN, Bull marque clairement son intérêt pour le marché gouvernemental de la défense.

Aux termes de cet accord-cadre de passation de commandes, le groupe Bull sera autorisé à répondre aux appels d'offres émis par l'OTAN dans la limite des produits et des services qu'elle est en mesure de proposer. L'accord-cadre entre Bull et l'agence NC3A de l'OTAN mentionne spécifiquement les produits et services suivants : serveurs informatiques, équipements de stockage des données électroniques, systèmes radio, émetteurs et systèmes de lutte contre les engins explosifs télécommandés, matériels sécurisés, boîtiers de chiffrement, logiciels de sécurité, structures préfabriquées, unités de conteneurs et conseils.

Bull aide Coreso à veiller sur les réseaux électriques européens

Coreso, le premier centre de coordination technique entre les réseaux électriques de l'Europe de l'ouest, a confié à Bull, pour la seconde fois consécutive, l'ingérence de ses infrastructures critiques. Par ce contrat, Bull apporte tout le support nécessaire pour garantir la haute disponibilité du système d'information de la co-entreprise. Pour surveiller en permanence les réseaux et remonter en continue des données issues de l'ensemble des GRT européens, pour analyser ces données grâce à des algorithmes de calcul puissants et permettre des prises de décision rapides, Coreso doit s'appuyer sur un système d'information fiable et des équipes réactives.

Bull apporte à ce contrat d'ingérence flexible, toutes les compétences nécessaires au support de ce système d'information critique, supervisé et administré depuis le data center principal de Bull près d'Angers par des experts en haute disponibilité. La réactivité est au cœur du nouveau contrat, nécessitant des niveaux de service élevés et pour lequel une organisation de *Service Desk* a été spécifiquement mise en place.

Bull accompagne la croissance du GIP-MDS grâce à l'infogérance flexible

Le Groupement d'Intérêt Public Modernisation des déclarations sociales (GIP-MDS), qui permet à plus de 2 millions d'entreprises d'effectuer leurs déclarations sociales par Internet, a confié à Bull l'hébergement et l'exploitation de son système d'information. Par la pratique de la mutualisation, comme par l'exercice quotidien de l'optimisation du service aux usagers, le GIP-MDS offre, depuis sa création en 2000, des services innovants de modernisation et de simplification au service de la protection sociale. Son site « net-entreprises.fr » a enregistré plus de 18 millions de télédéclarations en 2011. Hébergé et exploité par Bull, le site officiel des déclarations sociales a affiché un taux de disponibilité de 100 % lors des campagnes déclaratives annuelles qui ont entraîné en janvier dernier plus de 2,8 millions de visites avec des pics dépassant les 200 000 connexions quotidiennes. Bull accompagne le GIP-MDS dans la réalisation de son schéma directeur depuis mai 2010, à travers un contrat d'infogérance basé sur des unités d'œuvre flexibles.

La Poste choisit « Le cloud by Bull » pour disposer d'une infrastructure d'hébergement à très haute disponibilité

La Poste a renouvelé sa confiance envers Bull pour la mise à disposition d'une infrastructure d'hébergement sécurisée, à très haute disponibilité et répondant aux besoins de continuité de service des activités stratégiques du groupe La Poste. Bull met à disposition de La Poste trois salles informatiques hautement sécurisées, interconnectées, sur la base d'un fonctionnement 24h/24 et 7j/7. Bull apporte son savoir-faire en terme d'urbanisation de data center ainsi que la puissance de ses outils industriels pour surveiller, gérer, rationaliser et maintenir l'ensemble du service. Bull réalisera un portail dédié permettant le suivi en temps réel de la qualité de service et la production de tableaux de bord pour un pilotage efficace.

Bull, dont le data center principal, situé à Angers, a été récompensé en mai dernier pour ses performances énergétiques dans le cadre du programme EU COC for Data Centers, s'engage aux côtés de La Poste pour une baisse constante du PUE pendant la durée du contrat. Les résultats de mesure de l'empreinte carbone seront partagés avec La Poste. Pour Bull, il s'agit d'optimiser en permanence l'urbanisation de ses salles, avec en particulier le choix d'équipements à l'état de l'art, avec la mise en œuvre de technologies de *free cooling* et des meilleures pratiques recommandées par l'Union européenne.

Le ministère de la culture et de la communication donne son agrément à Bull pour la conservation d'archives publiques sur support numérique

Bull vient d'obtenir l'agrément « tiers archiveur » du ministère de la culture et de la communication pour la conservation des archives publiques courantes et intermédiaires sur support numérique. Ce système d'archivage électronique en mode SaaS, sera hébergé par ses trois grands data centers situés à Trélazé (Maine et Loire), aux Clayes-sous-Bois (Yvelines) et à Saint-Ouen (Seine Saint-Denis), qui supportent ses offres « Le cloud by Bull » et ses solutions d'infogérance.

Le recours à un tiers archiveur est un moyen simple, efficace et sûr de régler les problèmes techniques et réglementaires liés à l'archivage numérique des données publiques. C'est en effet le tiers archiveur qui garantit la confiance numérique et qui supporte les risques pour ses clients.

Valeo choisit Agarik pour héberger le portail d'accès à son cloud bureautique

Agarik, filiale du groupe Bull, spécialisée dans l'hébergement et l'infogérance d'infrastructures critiques web, prend en charge la plate-forme de services d'annuaire, d'authentification et d'accès aux services *cloud* de Google Enterprise et de Cordys pour les 37 000 collaborateurs connectés de Valeo.

Valeo, leader mondial de la conception, la fabrication et la vente de composants, de systèmes intégrés et de modules pour l'industrie automobile, renouvelle sa confiance à Agarik pour le déploiement, l'administration et la supervision d'une nouvelle plate-forme *cloud* multi-site.

2.1.3 BUSINESS INTEGRATION SOLUTIONS

Bull et Microsoft concluent un accord stratégique mondial pour les collectivités territoriales

À l'occasion de l'événement Convergence, Bull et Microsoft ont annoncé un accord stratégique mondial sur l'offre Microsoft Dynamics. Bull adaptera les solutions Microsoft Dynamics CRM et Microsoft Dynamics AX au marché des collectivités territoriales et devient ainsi « Global ISV » de Microsoft.

Bull renforce ainsi sa division Software Solutions créée en 2011 qui regroupe 3 activités :

- la division Coriolis Finances qui fournit une solution de gestion financière pour un tiers des plus grandes collectivités françaises (villes, départements et régions) ;
- la société Sirius dont la solution Genesis fournit des logiciels de gestion de l'action sociale pour les départements français ;
- la division Impôts et Douanes dont les solutions e-Ris et e-Biscus équipent aujourd'hui une quarantaine de pays dont l'Arabie Saoudite, le Maroc, et l'Irlande.

L'objectif de cette activité est d'être plus proche de ses clients sur leurs applications cœur de métier afin de mieux les accompagner dans leur développement.

O Boticário, l'expertise télécom de Bull à la mesure d'un continent

L'un des leaders des cosmétiques au Brésil, o Boticário possède, avec plus de 3 000 franchises, un des plus vastes réseaux de distribution du pays. Sur un territoire de la taille d'un continent, et dans un secteur aussi dynamique, son efficacité opérationnelle, son animation et sa gestion, exigent des moyens de télécommunication à la pointe des technologies et d'une robustesse à toute épreuve.

Bull relève ce défi hors du commun en fournissant à o Boticário une solution de communication globale clé en main avec l'opérateur télécoms Embratel. Comprenant infrastructures, logiciels et services, ce système innovant permet à chaque boutique de disposer, via une liaison satellite haut débit, d'applications de gestion du point de vente et des stocks en mode SaaS, de quatre canaux vidéo HD, et d'une solution de paiement électronique. Bull fournit l'ensemble des systèmes et des services informatiques de la solution, dont il assure la conception, l'intégration, le déploiement, l'exploitation et la maintenance. Pour relever les défis d'une telle envergure, Bull a imaginé une méthodologie et des outils novateurs, comme le dispositif qui permet d'éliminer l'attente due à la liaison satellitaire ou le doublement de celle-ci par un système de secours par GSM. Depuis un centre de services équipé de serveurs bullion, Bull assure la gestion des applications et des niveaux de services, le support utilisateur, et jusqu'au pilotage des satellites.

INWI vole de succès en succès

Troisième opérateur télécoms du Maroc, INWI a fait de la technologie un axe majeur de différenciation au cœur de sa réussite. Partenaire global, de l'infrastructure matérielle (serveurs Escala®) jusqu'aux applications cœur de métier, Bull a bâti un système intégré robuste et flexible, adapté à la richesse, l'étendue et l'évolution des offres d'INWI (fixe, mobile, Internet, entreprises...). Après un premier succès dans le fixe, INWI et Bull ont créé de toutes pièces, et dans des délais très courts, une offre mobile qui, 18 mois après, compte plus de 6 millions d'abonnés et représente 20 % de parts de marché.

HSBC Brésil lutte contre la fraude

Dans le cadre de la dématérialisation du processus de compensation des chèques au Brésil basé sur les images des chèques, HSBC Brésil s'est tourné vers Bull pour mettre en œuvre la solution de compensation numérique Compe Switch Truncagem. Bull a ajouté un module de détection des fraudes qui s'appuie sur une analyse comparée des images des chèques et des historiques de comportements. Une fois implémenté en totalité, le nouveau module anti-fraude renforcera l'efficacité de la banque en améliorant sa base de connaissances, et fournira à ses gestionnaires de risques une information précieuse sur les fraudes potentielles et avérées.

Une application mobile au service des responsables de la région Languedoc-Roussillon

Développée par Bull, l'application iPad géolocalisée iRégion fournit une information contextualisée, complète et à jour aux décideurs de la région Languedoc Roussillon lors de leurs déplacements. Cet outil novateur aide les responsables régionaux dans leurs interventions, les rapproche des territoires et des citoyens et valorise les travaux antérieurs de la direction générale des services.

iRégion se connecte au SIG (Service d'Information Géographique) et au système d'information décisionnelle (SAP BO) via un portail applicatif unique, ce qui permet une présentation synthétique des données, assurées d'être à jour. La présentation de l'information se fait par thèmes (éducation, tourisme, transport...). Deux clics suffisent par exemple pour obtenir la fiche complète d'un des lycées de la ville où se trouve l'utilisateur. iRégion a immédiatement séduit ses premiers utilisateurs qui en apprécient la modernité, la commodité (lors des déplacements, l'iPad remplace avantageusement un lourd dossier papier) et la façon dont l'application enrichit leurs échanges avec leurs interlocuteurs locaux.

2.1.4 SECURITY SOLUTIONS

Le groupe Bull a signé un accord d'exclusivité en vue de la cession des activités relatives au logiciel Eagle

Le groupe Bull a signé un accord d'exclusivité pour négocier la cession des activités d'une des filiales Amesys relatives au logiciel Eagle, destiné à construire des bases de données dans le cadre d'interception légale sur Internet. Cette activité n'est pas stratégique pour le groupe Bull qui souhaite se concentrer sur son expertise en matière de systèmes critiques électroniques et en particulier sur les domaines concernant la protection des personnes et du territoire. Cette activité représente moins de 0,5 % du chiffre d'affaires du groupe Bull. Le contrat de cession devrait être signé au cours du deuxième semestre 2012.

Axis Aerospace & Technologies et Bull signent un partenariat dans les domaines de la sécurité intérieure et de la guerre électronique

Ce protocole d'accord définit les termes de leur coopération à de futurs projets dans le domaine de la guerre électronique à l'occasion du DEFEXPO India 2012 qui se déroulait en mars dernier à New Delhi.

Axis Aerospace & Technologies est un constructeur de systèmes de guerre électronique pour le secteur de la défense. En tant que contractant principal, il fournira l'intégralité des systèmes au Ministère indien de la Défense ainsi que l'assistance locale associée pour la maintenance à long terme.

Bull obtient la qualification Quality Security Auditor délivrée par le PCI-SSC

Bull rejoint la liste réduite des entreprises françaises ayant obtenu la qualification QSA délivrée par le PCI-SSC, pour l'ensemble de l'Europe.

La certification QSA – *Qualified Security Auditor* – est délivrée par le PCI-SSC à l'issue d'un processus qui valide à la fois l'expertise et l'engagement de Bull vis-à-vis des exigences de PCI-DSS, de l'éthique et de la compétence de ses auditeurs certifiés QSA. Cette qualification de haut niveau, rare en France, permet à Bull d'accompagner ses clients sur l'ensemble du cycle de mise en conformité avec le standard PCI DSS de protection des données bancaires.

2.1.5 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Au 30 juin 2012, le conseil d'administration est composé de 11 membres dont 2 femmes et 7 administrateurs indépendants :

Nom ou dénomination sociale	Qualité	Indépendant	Expiration du mandat
Philippe Vannier	Président-directeur général		Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2012 tenue au cours de l'année 2013
Valérie Bernis	Administrateur	X	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2012 tenue au cours de l'année 2013
Henri Conze	Administrateur	X	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2013 tenue au cours de l'année 2014
Crescendo Industries	Administrateur représenté par Dominique Lesourd		Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2012 tenue au cours de l'année 2013
France Telecom	Administrateur représenté par Marc Blanchet		Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2013 tenue au cours de l'année 2014
Marc Hériard Dubreuil	Administrateur		Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2014 tenue au cours de l'année 2015
Michel Paulin	Administrateur	X	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2012 tenue au cours de l'année 2013
Jean-François Rambicur	Administrateur	X	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2014 tenue au cours de l'année 2015
Hugues de Saint Germain	Administrateur	X	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2012 tenue au cours de l'année 2013
Alexandra Soto	Administrateur	X	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2013 tenue au cours de l'année 2014
Philippe Vassor	Administrateur	X	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2013 tenue au cours de l'année 2014

L'assemblée générale mixte des actionnaires de Bull a réuni le 8 juin 2012 un quorum de 58,48 % des actions représentant 70 371 981 voix. Cette assemblée générale a approuvé l'ensemble des résolutions figurant à l'ordre du jour, à l'exception de la résolution A présentée par un actionnaire.

Au cours de cette assemblée générale, les actionnaires ont notamment approuvé la recommandation du conseil d'administration de renouveler les mandats d'administrateur de Marc Hériard Dubreuil et Jean-François Rambicur pour une nouvelle période de 3 ans. Michel Davancens, non candidat au renouvellement de son mandat, n'a pas été renouvelé dans ses fonctions d'administrateur, cette décision entraînant par ailleurs la cessation de ses fonctions de membre du comité hommes et organisation. La nomination d'Alexandra Soto, faite à titre provisoire par le conseil d'administration du 28 juillet 2011 en remplacement de Jean Brechon, démissionnaire à cette même date, a été ratifiée.

Henri Conze, administrateur indépendant, a été désigné en qualité de nouveau membre du comité hommes et organisation lors de la réunion du conseil d'administration du 8 juin 2012.

2.2 RÉSULTATS DU GROUPE

2.2.1 CHANGEMENTS DE PÉRIMÈTRE

En mai 2012, AMG.net, filiale du Groupe, achète JADE Sp. Z.o.o. (Jade), société polonaise *Gold Partner* de Microsoft, afin de créer un centre de compétences de développement de services basés sur les technologies Microsoft. Cette acquisition fait partie de la stratégie de croissance du groupe Bull en Pologne, zone de développement stratégique pour le Groupe.

2.2.2 RÉSULTATS AU 30 JUIN 2012

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2011	Variation semestre à semestre
	2012	2011		
Chiffre d'affaires	616,7	612,4	1 300,7	+ 0,7 %
Marge brute	141,5	137,8	289,9	
% chiffre d'affaires	22,9 %	22,5 %	22,3 %	+ 0,4 pt
Frais de Recherche et Développement nets	(11,4)	(10,9)	(24,4)	
% chiffre d'affaires	1,8 %	1,8 %	1,9 %	
Frais commerciaux et administratifs	(112,1)	(110,3)	(220,0)	
% chiffre d'affaires	18,2 %	18,0 %	16,9 %	
Résultat de change sur flux opérationnels	0,1	(2,6)	(1,8)	
EBIT*	18,1	14,0	43,7	+ 4,1
% chiffre d'affaires	2,9 %	2,3 %	3,4 %	+ 0,6 pt
Produits de cession et autres produits et charges opérationnels	0,1	8,3	(26,6)	
Coûts de départs transactionnels	(0,7)	(4,9)	(15,8)	
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	1,1	0,8	0,8	
CRMF**	-	-	3,3	
Résultat opérationnel***	18,6	18,2	5,4	
Résultat de change sur flux financiers	0,1	(0,0)	0,6	
Frais financiers nets	(5,2)	(6,2)	(11,5)	
Charge d'impôts	(6,0)	(4,6)	(10,9)	
Part des minoritaires	-	-	(0,1)	
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	7,5	7,4	(16,5)	+ 0,1

* L'EBIT (Earnings Before Interest and Taxes) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers et quote-part des sociétés associées tel que présenté au compte de résultat.

** CRMF : Clause de retour à meilleure fortune.

*** Y compris quote-part dans le résultat des entreprises associées.

Au premier semestre 2012, le chiffre d'affaires du Groupe atteint 616,7 millions d'euros, en croissance de 0,7 % par rapport au chiffre d'affaires de 2011. À taux de change constants, la croissance est de 0,5 %.

La croissance organique, c'est-à-dire sans la prise en compte du chiffre d'affaires apporté par l'acquisition de Time Reversal Communications, réalisée en France au deuxième semestre 2011, et celle de la société Jade en Pologne, réalisée au deuxième trimestre 2012, et à taux de change constants, est de 0,4 %.

La répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 2012 évolue légèrement par rapport à 2011. La croissance réalisée en Égypte ainsi que la croissance au Maghreb et au Moyen-Orient impactent le poids relatif du Reste du monde. Le chiffre d'affaires de l'Amérique latine est en contraction et en conséquence sa part relative en retrait. Les parts de la France et de l'Europe hors France quant à elles restent globalement stables dans la durée.

Répartition géographique du chiffre d'affaires (%)	Premier semestre		
	2012	2011	Année 2011
France	56,8 %	57,4 %	55,8 %
Europe hors France	28,9 %	29,0 %	29,1 %
Amérique du Nord	1,7 %	1,9 %	1,7 %
Amérique du Sud	4,0 %	4,3 %	4,7 %
Reste du monde	8,6 %	7,4 %	8,7 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %	100,0 %

La marge brute du Groupe s'établit à 141,5 millions d'euros au premier semestre 2012, soit 22,9 % du chiffre d'affaires à comparer respectivement à 137,8 millions d'euros et 22,5 % publiés au premier semestre 2011.

Les frais nets de Recherche et Développement s'établissent à 11,4 millions d'euros, en hausse de 0,5 million d'euros par rapport à 2011. Les dépenses brutes croissent néanmoins plus fortement pour soutenir l'effort de recherche du Groupe, un Crédit d'impôt recherche plus important en 2012 et un accroissement des partenariats Recherche et Développement finançant cet effort. La R&D du Groupe se concentre principalement sur les systèmes de calcul intensif, les infrastructures de nouvelle génération pour les centrales numériques, ainsi que les solutions de sécurité avancées.

Les frais commerciaux et administratifs s'élèvent à 112,1 millions d'euros au premier semestre 2012, avec pour conséquence une augmentation de 0,2 point du taux des frais commerciaux et administratifs par rapport au chiffre d'affaires. Par rapport au premier semestre 2011, les frais commerciaux augmentent, accompagnant ainsi la volonté de croissance du Groupe, alors que les frais administratifs sont en diminution.

Après prise en compte du résultat de change sur flux opérationnels, l'EBIT s'établit ainsi à 18,1 millions d'euros en progression de 4,1 millions d'euros par rapport à 2011. En relation au chiffre d'affaires, la progression est de 0,6 point.

Les coûts des départs transactionnels sont en forte réduction par rapport au premier semestre 2011 et représentent 0,7 million d'euros.

La quote-part dans les résultats nets des entreprises associées s'élève à 1,1 million d'euros et représente la part du Groupe dans les résultats des sociétés Bull Finance et SERES.

La Clause de retour à meilleure fortune dont bénéficie l'État français, condition de l'aide à la restructuration reçue par Bull en janvier 2005, n'a pas été modifiée par rapport à fin décembre 2011, compte tenu du fait que les résultats semestriels sont conformes au plan défini dans les orientations du Groupe.

Les autres pertes et gains de change représentent la part non opérationnelle des opérations de change liées à la position financière du Groupe.

Au premier semestre 2012, les frais financiers nets s'élèvent à 5,2 millions d'euros, dont un coût financier de 2,4 millions d'euros lié à l'actualisation des engagements de retraite en Allemagne et de 1,0 million d'euros lié à l'actualisation des créances de Crédit d'impôt recherche.

La charge d'impôt, quant à elle, s'élève à 6,0 millions d'euros, y compris la charge pour la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) en France.

Le résultat net, part du Groupe, s'établit ainsi à fin juin 2012 à 7,5 millions d'euros en légère progression par rapport à juin 2011.

Aucune transaction entre parties liées n'a influé significativement sur la situation financière ou les résultats.

RÉSULTATS PAR BUSINESS LINE

Depuis le 1^{er} janvier 2011 les activités du Groupe sont regroupées dans quatre Business Lines à vocation mondiale : deux Business Lines technologiques et deux Business Lines offrant des solutions complètes aux clients du Groupe s'appuyant notamment sur les offres des Business Lines technologiques.

La Business Line Innovative Products est en charge du développement des offres de supercalculateurs et de serveurs haute performance répondant aux exigences des clients du Groupe pour leurs applications critiques. Elle porte l'effort de Recherche et Développement du Groupe dans ces domaines.

La Business Line Security Solutions fédère les activités produits et services du Groupe dans le domaine des systèmes critiques et de la sécurité numérique (sécurité réseaux et cryptographie, gestion des identités, infrastructures de confiance...).

La Business Line Computing Solutions fournit à ses clients, en France et à l'international, des solutions d'infrastructures critiques et sécurisées, qui vont de la distribution de produits et leur maintenance, à l'ingénierie d'infrastructure et l'infogérance.

Enfin la Business Line Business Integration Solutions regroupe les offres de conseil, d'intégration et de solutions applicatives sectorielles.

Les prises de commandes représentent la part ferme des contrats signés pendant l'exercice ainsi que la valorisation pour l'exercice des contrats qui se renouvellent automatiquement ou qui n'ont pas d'échéance.

Les Business Lines reconnaissent non seulement le chiffre d'affaires externe au périmètre du Groupe qu'elles réalisent avec leurs clients en direct, mais elles reconnaissent également le chiffre d'affaires interne qu'elles font vis-à-vis d'une autre Business Line lorsque celle-ci intègre, dans la solution offerte au client, un composant de leur offre.

L'ensemble de ces chiffres d'affaires internes est éliminé au niveau Groupe.

Les échanges entre les Business Lines se font généralement à un niveau de prix comparable à celui qui serait établi pour des parties tierces et peuvent résulter de négociations spécifiques. En particulier la Business Line Innovative Products bénéficie d'une marge de producteur sur ses produits distribués par les autres Business Lines.

Les Business Lines supportent le coût de leurs frais de Recherche et Développement, ainsi que leurs frais commerciaux et d'administration propres.

Les coûts commerciaux et administratifs de l'organisation International and Business Development, en charge du développement commercial du Groupe en France et à l'international, ainsi que ces mêmes coûts pour les structures fonctionnelles du Groupe, ne sont pas alloués.

La marge contributive correspond, pour chaque Business Line, au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels, autres produits et charges financiers, quote-part des résultats des sociétés associées, et allocation de coûts fonctionnels et transverses.

Au début de 2012, une réévaluation de certaines activités en Belgique, au Brésil, en Espagne et en France a conduit à revoir de façon très marginale le périmètre des Business Lines Computing Solutions et Business Integration Solutions dans ces pays. Pour une comparaison plus pertinente entre 2012 et 2011, les résultats par Business Line du premier semestre 2011 ont été ajustés par rapport aux chiffres publiés à fin juin 2011.

■ Premier semestre 2012

(en millions d'euros)	Innovative Products	Computing Solutions	Business Integration Solutions	Security Solutions	Total
Prises de commandes externes	36,7	399,0	169,7	64,9	670,3
Ratio book to bill	1,18	1,07	1,07	1,17	1,09
Chiffre d'affaires total	85,6	374,5	164,5	58,7	
Chiffre d'affaires inter BL	(54,6)	(2,2)	(6,5)	(3,3)	
Chiffre d'affaires consolidé	31,0	372,3	158,0	55,4	616,7
Évolution 2012/2011	+ 10,9 %	- 2,7 %	+ 6,3 %	+ 4,3 %	+ 0,7 %
Marge contributive	9,0	27,9	5,8	0,5*	43,2
Coûts fonctionnels et transverses					(25,1)
EBIT					18,1

* Après prise en compte d'une charge de 1,3 million d'euros au titre de l'APA.

■ Premier semestre 2011

(en millions d'euros)	Innovative Products	Computing Solutions	Business Integration Solutions	Security Solutions	Total
Prises de commandes externes	30,3	403,0	157,0	59,5	649,8
Ratio book to bill	1,08	1,05	1,06	1,12	1,06
Chiffre d'affaires total	96,9	386,1	151,7	55,6	
Chiffre d'affaires inter BL	(69,0)	(3,3)	(3,1)	(2,5)	
Chiffre d'affaires consolidé	27,9	382,7	148,6	53,1	612,4
Marge contributive	10,2	27,5	3,2	0,0*	40,9
Coûts fonctionnels et transverses					(26,9)
EBIT					14,0

* Après prise en compte d'une charge de 1,7 million d'euros au titre de l'APA.

Innovative Products

Les prises de commandes externes de la Business Line Innovative Products sont en forte progression de 21,2 % au premier semestre 2012 par rapport à la même période de 2011 reflétant la croissance de l'activité de la filiale Serviware et des partenariats Recherche et Développement.

Le chiffre d'affaires total est en diminution de 11,6 % à 85,6 millions d'euros. La progression du chiffre d'affaires bullion et celui correspondant aux partenariats Recherche et Développement ne compensent pas la diminution anticipée du chiffre d'affaires des serveurs propriétaires, et la diminution des livraisons *Extreme Computing* après l'installation de deux supercalculateurs petaflopiques sur deux continents en décembre 2011.

La marge contributive s'établit à 9 millions d'euros, en diminution par rapport à 2011.

Computing Solutions

Les prises de commandes externes de la Business Line Computing Solutions sont en repli de 1 % au premier semestre 2012 par rapport à 2011 avec principalement une contraction des activités *Extreme Computing*, après une très bonne année 2011, compensée par une bonne tenue des autres activités.

Le chiffre d'affaires total s'élève à 374,5 millions d'euros, en décroissance de 3,0 % par rapport à 2011. Les activités Maintenance et Infrastructure Services et Storeway progressent sensiblement. L'activité *Extreme Computing*, qui a connu une année 2011 très dynamique avec la livraison, entre autres du Tera 100 au CEA, marque une pause dans sa trajectoire de croissance. Dans un marché très concurrentiel et d'investissements ralentis, l'activité des serveurs Escala se contracte à nouveau.

Sur le plan géographique, l'activité soutenue en France, au Royaume Uni et au Belux ne compense pas la décroissance des pays comme l'Espagne, impactée par la crise, ou de l'Allemagne qui connaît une diminution de l'activité *Extreme Computing* après la bonne performance 2011 dynamisée par l'installation de l'Université d'Aachen.

La marge contributive s'établit à 27,9 millions d'euros en progression de 0,4 million d'euros par rapport à 2011.

Business Integration Solutions

Les prises de commandes externes de la Business Line Business Integration Solutions, entraînées principalement par la croissance des activités Software Solutions et Application Management, croissent de 8,1 % au premier semestre 2012 par rapport à 2011.

Le chiffre d'affaires total de 164,5 millions d'euros, affiche une progression de 8,4 % par rapport à 2011. Les activités en France, au Belux et en Pologne soutiennent principalement cette croissance.

La marge contributive s'établit à 5,8 millions d'euros, en progression de 2,6 millions d'euros par rapport à 2011.

Security Solutions

Les prises de commandes externes de la Business Line Security Solutions sont en croissance de 9,0 % au premier semestre 2012 par rapport à 2011, la grande majorité des activités participant à cette croissance.

Le chiffre d'affaires total à 58,7 millions d'euros est en croissance de 5,5 % par rapport à juin 2011. La filiale Time Reversal Communications, acquise au dernier trimestre 2011, contribue pour 0,9 million d'euros à cette croissance.

À noter la bonne performance des sociétés Amesys dans leur ensemble, dont le chiffre d'affaires croît de 4,7 % sur le premier semestre et la marge contributive s'améliore de 4,0 points.

La marge contributive s'améliore en volume et en taux (0,5 million d'euros après prise en compte d'une charge de 1,3 million d'euros au titre de l'APA).

SITUATION DE TRÉSORERIE

Trésorerie brute

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	217,0	225,4	278,8
Autres placements de trésorerie	20,0	-	-
Comptes de garantie	38,0	38,2	67,2
TRÉSORERIE BRUTE	275,0	263,6	346,0

La trésorerie disponible « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est constituée principalement de placements en OPCVM monétaires, et de comptes à terme bancaires avec possibilité de sortie à tout moment dans des conditions prévues contractuellement.

Les autres placements de trésorerie sont constitués de comptes à terme bancaires, dont la liquidité est quotidienne, qui ne remplissent pas l'ensemble des critères, notamment de maturité, pour être présentés comme des équivalents de trésorerie.

Les comptes de garantie sont constitués, d'une part des comptes de garantie liés aux programmes de cession de créances, et d'autre part aux dépôts requis par les banques garantissant certaines opérations commerciales ou financières. Ils constituent une part non immédiatement disponible de la trésorerie.

Une partie de la trésorerie a pour origine les cotisations de retraite accumulées dans la filiale allemande du Groupe et non externalisées conformément à la législation en vigueur.

Tableau de financement

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2011
	2012	2011	
EBIT	18,1	14,0	43,7
Amortissements	10,5	10,3	21,5
Investissements (opérationnels)	(9,9)	(6,6)	(19,5)
Variation du besoin en fonds de roulement	(73,2)	(82,8)	(23,4)
Flux opérationnel	(54,5)	(65,1)	22,3
Frais financiers nets payés	(0,6)	(2,1)	(4,2)
Impôts payés	(6,1)	(6,3)	(11,1)
Flux non récurrents	(9,5)	(4,8)	(20,1)
Flux total de trésorerie	(70,7)	(78,3)	(13,1)
Augmentation/(diminution) de la trésorerie (A)	(71,0)	(62,7)	19,7
Augmentation/(diminution) de la dette (B)	(0,3)	15,6	32,8
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A-B)	(70,7)	(78,3)	(13,1)

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a consommé 70,7 millions d'euros de trésorerie nette, dont 54,5 millions d'euros pour les opérations courantes.

Le Groupe avait précédemment retenu la notion de « flux provenant des opérations courantes » pour suivre sa performance de génération de trésorerie opérationnelle. La notion désormais retenue est celle de « flux opérationnel », qui exclut les frais financiers nets et les impôts. Les frais financiers nets, ainsi que les impôts, sont les montants effectivement décaissés.

Le Groupe considère que cette définition est plus représentative des flux de trésorerie qui sont du ressort des responsables opérationnels.

Les principaux éléments des flux de trésorerie non récurrents sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2011
	2012	2011	
Remboursement financement plans de retraite	-	-	0,9
Départs transactionnels	(7,9)	(4,0)	(8,5)
Paiement CRMF	-	-	(4,6)
Montant net des acquisitions et cessions d'entités ou d'activités	(1,0)	(1,1)	(2,0)
Compléments de prix sur acquisitions et cessions antérieures	-	0,2	(3,7)
Règlement litige fiscal	-	-	(1,1)
Autres	(0,6)	0,1	(1,1)
TOTAL FLUX NON RÉCURRENTS	(9,5)	(4,8)	(20,1)

La réconciliation entre le flux opérationnel indiqué dans le tableau de financement ci-dessus et le flux généré par l'activité figurant au tableau 3.2.4 est indiquée ci-dessous :

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2011
	2012	2011	
Flux opérationnel	(54,5)	(65,2)	22,3
Frais des départs transactionnels	(7,9)	(4,0)	(8,5)
Investissements opérationnels	9,9	6,6	19,5
Variations compte de garantie	29,2	6,0	(23,2)
Impôts	(6,1)	(6,3)	(11,1)
Autres ajustements	0,2	5,0	0,8
FLUX GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	(29,2)	(57,8)	(0,2)

Trésorerie nette

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Trésorerie brute	275,0	263,6	346,0
Financement de créances commerciales	(3,7)	(5,9)	(5,9)
Financement de créances locatives	(6,1)	(7,8)	(8,9)
Financement de créances de Crédit d'impôt recherche	(17,4)	-	(17,1)
Emprunts auprès d'établissements de crédit, location financement	(44,6)	(40,4)	(41,3)
Emprunts obligataires	(0,9)	-	(1,1)
Instruments dérivés passif	(0,6)	(3,0)	(0,7)
Option de vente au bénéfice de minoritaires	(0,7)	-	(0,6)
Autres dettes financières	(1,9)	(1,6)	(0,6)
Total endettement	(75,9)	(58,7)	(76,2)
TRÉSORERIE NETTE	199,1	204,9	269,8

Le Groupe a mis en place en janvier 2011 un crédit syndiqué d'un montant de 50 millions d'euros, dont la tranche amortissable sur 5 ans, d'un montant de 35 millions d'euros, a été immédiatement tirée.

Le solde de la dette est constitué très majoritairement par le financement de créances pour lesquelles il a été considéré que le Groupe gardait une part du risque, ne permettant pas la décomptabilisation selon les critères de l'IAS 39.

Il s'agit de cessions de créances commerciales avec recours à hauteur de 3,7 millions d'euros, de financements externes auxquels sont adossés des contrats de location de matériels à hauteur de 6,1 millions d'euros, et de la mobilisation de créances de Crédit d'impôt recherche à hauteur de 17,4 millions d'euros. Le total de la dette correspondant à ces cessions de créances s'élève à 27,2 millions d'euros.

Le détail de ces engagements (répartition, conditions, maturité) figure dans les notes annexes aux comptes semestriels consolidés.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le stock d'actions autodétenues étant insuffisant pour livrer intégralement en date des 27 juillet 2012 et 27 octobre 2012 les actions aux bénéficiaires éligibles au titre des plans d'attribution gratuite d'actions 2010, Bull a fait procéder au rachat sur le marché boursier de 450 000 actions propres, faisant utilisation de l'autorisation accordée par l'assemblée générale du 8 juin 2011 renouvelée le 8 juin 2012. Ces actions ont été achetées entre le 2 juillet 2012 et le 12 juillet 2012, pour un total de 1 079 930 euros hors frais de courtage.

PERSPECTIVES

Lors d'une présentation le 9 décembre 2010, le groupe Bull a annoncé les axes de son plan de développement pluriannuel, avec pour objectif de se positionner sous trois ans comme un leader européen des systèmes numériques critiques. En termes d'objectifs financiers à moyen terme, Bull vise une amélioration de sa rentabilité, qui devrait presque doubler en 2013, avec un résultat opérationnel courant (EBIT), qui se situera entre 50 et 60 millions d'euros. Sur la même période, l'objectif en terme de croissance organique est d'atteindre un chiffre d'affaires annuel situé entre 1,35 et 1,45 milliard d'euros, soit une croissance environ 50 % plus rapide que le marché.

Ce plan de développement 2011-2013 et les objectifs financiers à moyen terme associés se fondent sur un périmètre constant d'activité, une reprise progressive de l'économie globale dans les 12 à 18 mois qui viennent et une absence de changements structurels dans la parité des principales monnaies comme dans les politiques d'investissements des pouvoirs publics.

Cette dynamique devrait être accompagnée d'un flux opérationnel de trésorerie d'au moins 80 % du résultat opérationnel courant (EBIT). La proportion du chiffre d'affaires réalisé à l'international devrait tendre vers 50 % du chiffre d'affaires total.

2.3 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'ARRÊTÉ

Lors de sa réunion du 25 juillet 2012, le conseil d'administration a constaté une augmentation du capital social consécutive à une levée d'options de souscription d'actions nouvelles intervenue au cours du premier semestre 2012. Dès lors, le capital social s'élève à 12 080 914,70 euros. Il est composé de 120 809 147 actions de nominal de 0,10 euro.

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU GROUPE BULL



3

3.1	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	24
3.2	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES	25
3.2.1	Compte de résultat consolidé	25
3.2.2	Bilan consolidé	26
3.2.3	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	28
3.2.4	Tableau de flux de trésorerie	29
3.2.5	Notes annexes aux comptes semestriels consolidés résumés	30

3.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'Article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BULL, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 27 juillet 2012

Les commissaires aux comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Victor Amselem

Deloitte & Associés

Bénédicte Sabadie-Fauré

3.2 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET NOTES ANNEXES

3.2.1 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	Premier semestre		Année 2011
		2012	2011	
Chiffre d'affaires	(4)	616,7	612,4	1 300,7
Coûts des produits et services vendus		(475,2)	(474,6)	(1 010,8)
Marge brute		141,5	137,8	289,9
Frais de Recherche et Développement		(11,4)	(10,9)	(24,4)
Frais commerciaux		(72,2)	(69,7)	(138,3)
Frais administratifs		(39,9)	(40,6)	(81,7)
Résultat de change sur flux opérationnels		0,1	(2,6)	(1,8)
Résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers		18,1	14,0	43,7
Autres produits opérationnels	(5)	0,3	8,0	9,8
Autres charges opérationnelles	(5)	(0,9)	(4,6)	(52,2)
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	(6)	1,1	0,8	0,8
Provision pour Clause de retour à meilleure fortune	(23)	-	-	3,3
Résultat opérationnel		18,6	18,2	5,4
Résultat de change sur flux financiers		0,1	-	0,6
Charges de financement		(7,2)	(8,9)	(14,4)
Produits de financement		2,0	2,7	2,9
Résultat financier	(7)	(5,1)	(6,2)	(10,9)
Charge d'impôts	(8)	(6,0)	(4,6)	(10,9)
RÉSULTAT NET		7,5	7,4	(16,4)
Dont :				
■ part du Groupe		7,5	7,4	(16,5)
■ part minoritaire		-	-	0,1
Résultat de base par action	(9)	0,06	0,06	(0,14)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		120 310 558	120 474 058	120 360 058
Résultat dilué par action	(9)	0,06	0,06	(0,14)
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		120 452 716	124 433 259	121 628 108

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

Résultat global consolidé

(en millions d'euros)	Premier semestre		
	2012	2011	Année 2011
Résultat net	7,5	7,4	(16,4)
Produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres	(0,3)	0,1	0,9
■ dont autres éléments non recyclables du résultat global	-	-	-
■ dont autres éléments recyclables du résultat global	-	0,1	0,9
Écarts de conversion	0,8	(0,7)	(1,4)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(0,1)	0,2	(0,1)
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	(1,0)	0,6	2,4
Résultat global consolidé	7,2	7,5	(15,5)
Attribuable :			
■ au Groupe	7,2	7,5	(15,6)
■ aux minoritaires	-	-	0,1

3.2.2 BILAN CONSOLIDÉ

Actif

(en millions d'euros)	Notes	Au 30 juin		Au 31 décembre
		2012	2011	2011
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	(10)	16,6	24,0	18,9
Immobilisations corporelles	(11)	57,8	53,2	57,0
Écarts d'acquisition	(12)	104,6	132,0	102,3
Actifs financiers non courants	(13)	35,9	14,6	14,9
Impôts différés – actif	(8)	16,7	15,3	16,7
Total actifs non courants		231,6	239,1	209,8
Actifs courants				
Stocks et encours	(14)	77,6	70,3	73,0
Créances clients	(15)	134,5	161,3	133,7
Autres actifs courants	(16)	130,4	97,2	143,8
Placements en garantie		7,6	15,0	8,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(17)	217,0	225,4	278,8
Total actifs courants		567,1	569,2	637,6
Actifs non courants détenus en vue de la vente	(18)	-	-	-
TOTAL DE L'ACTIF		798,7	808,3	847,4

Passif

(en millions d'euros)	Notes	Au 30 juin		Au 31 décembre
		2012	2011	2011
Capitaux propres				
Capital	(19)	12,1	12,1	12,1
Réserves	(20)	172,5	186,9	164,3
Capitaux propres		184,6	199,0	176,4
Dont :				
■ part du Groupe		183,8	198,3	175,6
■ intérêts minoritaires	(21)	0,8	0,7	0,8
Emprunts et passifs financiers non courants	(22)	50,6	42,0	55,2
Provision pour Clause de retour à meilleure fortune	(23)	4,9	12,8	4,9
Provision pour avantages postérieurs à l'emploi		97,6	98,0	98,0
Autres provisions	(24)	20,7	24,3	20,8
Impôts différés – passif	(8)	5,1	4,0	5,6
Total passifs non courants hors capitaux propres		178,9	181,1	184,5
Passifs courants				
Dettes fournisseurs		166,6	175,8	209,3
Clients : avances et acomptes reçus		10,2	15,8	11,7
Impôts à payer sur les bénéfices		3,3	5,5	4,4
Provision pour avantages postérieurs à l'emploi		10,4	9,2	10,4
Autres provisions	(25)	46,4	44,8	53,4
Autres passifs courants	(25)	173,0	160,4	176,3
Emprunts et passifs financiers courants	(22)	25,3	16,7	21,0
Total passifs courants		435,2	428,2	486,5
Passifs non courants détenus en vue de la vente	(18)	-	-	-
TOTAL DU PASSIF		798,7	808,3	847,4

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

3.2.3 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

2011

(en millions d'euros)	Capital émis	Réserves liées au capital	Réserves de conversions	Autres réserves	Résultat accumulé non distribué	Sous-total	Minoritaires	Total
Solde au 1^{er} janvier 2011	12,1	353,8	(6,0)	2,2	(172,0)	190,1	0,2	190,3
Réserves de conversion	-	-	(0,7)	-	-	(0,7)	-	(0,7)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,2	-	0,2	-	0,2
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	0,6	-	0,6	-	0,6
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	(0,7)	0,8	-	0,1	-	0,1
Résultat net de la période	-	-	-	-	7,4	7,4	-	7,4
Total du résultat global de la période	-	-	(0,7)	0,8	7,4	7,5	-	7,5
Autres opérations avec les minoritaires	-	-	-	-	(0,6)	(0,6)	0,5	(0,1)
Actions d'autocontrôle	-	0,2	-	-	-	0,2	-	0,2
Paiement sous forme d'actions	-	1,1	-	-	-	1,1	-	1,1
SOLDE AU 30 JUIN 2011	12,1	355,1	(6,7)	3,0	(165,2)	198,3	0,7	199,0
Réserves de conversion	-	-	(0,7)	-	-	(0,7)	-	(0,7)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	(0,3)	-	(0,3)	-	(0,3)
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	1,8	-	1,8	-	1,8
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	(0,7)	1,5	-	0,8	-	0,8
Résultat net de la période	-	-	-	-	(23,9)	(23,9)	0,1	(23,8)
Total du résultat global de la période	-	-	(0,7)	1,5	(23,9)	(23,1)	0,1	(23,0)
Actions d'autocontrôle	-	(0,5)	-	-	-	(0,5)	-	(0,5)
Paiement sous forme d'actions	-	0,9	-	-	-	0,9	-	0,9
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2011	12,1	355,5	(7,4)	4,5	(189,1)	175,6	0,8	176,4

2012

(en millions d'euros)	Capital émis	Réserves liées au capital	Réserves de conversions	Autres réserves	Résultat accumulé non distribué	Sous-total	Minoritaires	Total
Solde au 1^{er} janvier 2012	12,1	355,5	(7,4)	4,5	(189,1)	175,6	0,8	176,4
Réserves de conversion	-	-	0,8	-	-	0,8	-	0,8
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	(0,1)	-	(0,1)	-	(0,1)
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	(1,0)	-	(1,0)	-	(1,0)
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	0,8	(1,1)	-	(0,3)	-	(0,3)
Résultat net de la période	-	-	-	-	7,5	7,5	-	7,5
Total du résultat global de la période	-	-	0,8	(1,1)	7,5	7,2	-	7,2
Augmentation de capital	-	0,1	-	-	-	0,1	-	0,1
Autres opérations avec les minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions d'autocontrôle	-	(0,1)	-	-	-	(0,1)	-	(0,1)
Paiement sous forme d'actions	-	1,0	-	-	-	1,0	-	1,0
SOLDE AU 30 JUIN 2012	12,1	356,5	(6,6)	3,4	(181,6)	183,8	0,8	184,6

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

3.2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie début d'exercice	278,8	282,2	282,2
Résultat net, part du Groupe	7,5	7,4	(16,5)
Intérêts minoritaires	-	-	0,1
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
■ Amortissements	10,5	10,3	21,5
■ Provisions pour perte de valeur d'actifs corporels et incorporels	(0,7)	-	2,9
■ Dépréciation écarts d'acquisition	-	-	31,5
■ Provisions	0,5	(7,5)	(1,0)
■ Provision pour Clause de retour à meilleure fortune	-	-	(7,9)
■ Coûts et produits de financement	1,3	6,2	11,5
■ Impôts différés	(0,6)	(0,5)	(0,1)
■ Charge d'impôts courants	6,6	5,1	11,1
■ Paiements effectués au titre de l'impôt sur les sociétés	(7,1)	(2,5)	(5,1)
■ Encaissement au titre du Crédit d'impôt recherche	-	-	-
■ Actualisation des créances et des dettes	3,9	1,9	3,1
■ Charge de rémunération sous forme d'actions	1,0	1,1	2,0
■ (Plus)/Moins-values sur cession d'immobilisations	0,2	(1,2)	(1,2)
■ Quote-part des résultats des entreprises associées	(1,1)	(0,8)	(0,8)
■ (Augmentation)/Diminution des placements en garantie	0,7	0,7	7,4
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité			
■ Clients et avances clients	(0,6)	(31,0)	(7,8)
■ Autres actifs courants	11,1	(13,5)	(58,3)
■ Stocks et encours	(4,7)	(3,4)	(7,6)
■ Fournisseurs, avances et acomptes fournisseurs	(36,4)	(23,2)	11,8
■ Autres passifs courants	(21,4)	(6,9)	3,2
Flux de trésorerie générés/(requis) par l'activité	(29,2)	(57,8)	(0,2)
Acquisitions d'autres immobilisations corporelles et incorporelles	(9,9)	(6,7)	(17,3)
Produits résultant de la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	1,6	0,5
Variation nette des autres actifs financiers	(19,9)	0,7	1,0
Incidence des variations de périmètre	(2,7)	(2,6)	(5,7)
Flux de trésorerie générés/(requis) par les investissements	(32,5)	(7,0)	(21,5)
Augmentation de capital	0,1	-	-
Actions autodétenues	(0,1)	0,2	(0,3)
Variation nette des dettes à long et moyen terme	0,7	12,5	25,7
Variation nette des emprunts à court terme	0,1	3,5	8,5
Coûts et produits de financement*	(1,3)	(6,2)	(12,9)
Flux de trésorerie générés/(requis) par les financements	(0,6)	10,0	21,0
Effets des variations de taux de change	0,5	(2,0)	(2,6)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIN DE PÉRIODE	217,0	225,4	278,8
* Dont paiements effectués au titre des intérêts d'emprunts	(2,0)	(1,8)	(4,2)

Les flux de chaque rubrique de transactions en devises sont déterminés dans la devise de chaque pays, puis convertis en euros utilisant un taux moyen sur l'année. La différence de conversion avec les calculs retenus pour le bilan et le compte de résultat est reportée dans la ligne « Effet des variations de taux de change » qui regroupe ainsi l'ensemble des différences de chaque rubrique.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

3.2.5 NOTES ANNEXES AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS



SOMMAIRE

NOTE 1	ORGANISATION	31
NOTE 2	RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS	31
NOTE 3	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	32
NOTE 4	INFORMATION SECTORIELLE	33
NOTE 5	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	35
NOTE 6	RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	36
NOTE 7	RÉSULTAT FINANCIER	36
NOTE 8	CHARGE D'IMPÔTS	37
NOTE 9	RÉSULTAT PAR ACTION	38
NOTE 10	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	38
NOTE 11	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	39
NOTE 12	ÉCARTS D'ACQUISITION	39
NOTE 13	ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	40
NOTE 14	STOCKS ET ENCOURS	40
NOTE 15	CRÉANCES CLIENTS	41
NOTE 16	AUTRES ACTIFS COURANTS	43
NOTE 17	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	43
NOTE 18	ACTIFS ET PASSIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE	44
NOTE 19	CAPITAL	44
NOTE 20	RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL	44
NOTE 21	INTÉRÊTS MINORITAIRES	44
NOTE 22	EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS	45
NOTE 23	PROVISION POUR CLAUSE DE RETOUR À MEILLEURE FORTUNE	47
NOTE 24	PROVISIONS NON COURANTES	47
NOTE 25	PROVISIONS COURANTES ET AUTRES PASSIFS COURANTS	48
NOTE 26	INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS	49
NOTE 27	CONCENTRATION DE RISQUE DE CRÉDIT SUR UN TIERS	52
NOTE 28	PLAN D'OPTIONS, PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS ET PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE EN ACTIONS	53
NOTE 29	TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS APPARENTÉES (PARTIES LIÉES)	54
NOTE 30	ENGAGEMENTS HORS BILAN	55
NOTE 31	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	56

NOTE 1 ORGANISATION

Les comptes semestriels consolidés résumés du groupe Bull comprennent les comptes de Bull et de ses filiales.

Sur la base des informations disponibles au 30 juin 2012, le capital de Bull est détenu à hauteur de 20,0 % par Crescendo Industries, de 8,1 % par France Telecom, de 4,9 % par le Fonds Stratégique d'Investissement, de 4,2 % par Pothar Investments SA, de 2,4 % par NEC et de 60,0 % par le public, des salariés de Bull et des fonds d'investissement. Bull détient par ailleurs 0,4 % d'actions en autocontrôle.

Bull, société mère du Groupe, est une société anonyme dont le siège social se situe en France, rue Jean-Jaurès – 78340 Les Clayes-sous-Bois. Cette société est cotée en Bourse sur Euronext Paris. Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2012 ont été arrêtés par le conseil d'administration le 25 juillet 2012.

NOTE 2 RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS

Principes comptables

En application du règlement n° 1606/2002 du Conseil européen adopté le 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012 sont préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012 doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés 2011.

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011. Les principes comptables retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2012.

En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du groupe Bull fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres ;
- soient prudents ; et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2012 n'ont pas eu d'effet significatif pour le Groupe :

- IFRS 7, Informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers.

Conformément aux recommandations de l'Autorité des marchés financiers n° 2011-16, le Groupe a appliqué par anticipation un amendement approuvé par l'Union européenne en juin 2012 :

- amendements IAS 1, Présentation des autres éléments de résultat global.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes, et autres amendements et interprétations approuvés par l'Union européenne, notamment :

- amendements IAS 19, Avantages au personnel.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes, et autres amendements et interprétations non encore approuvés par l'Union européenne, notamment :

- IAS 12, Recouvrement des actifs sous-jacents ;
- IAS 27 révisée, États financiers individuels ;
- IAS 28 révisée, Participation dans des entreprises associées et des co-entreprises ;
- IAS 32, Compensation des actifs et passifs financiers ;
- IFRIC 20, Frais de découverte ;
- IFRS 9, Instruments financiers ;
- IFRS 10, États financiers consolidés ;
- IFRS 11, Partenariats ;

- IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités ;
- IFRS 13, Évaluation à la juste valeur.

Le groupe Bull mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

Recours à des estimations

L'établissement des comptes consolidés du groupe Bull exige que la direction se fonde sur des hypothèses et qu'elle effectue des estimations qui ont un impact sur les montants qui apparaissent dans les états financiers relatifs aux actifs et aux passifs existants, aux charges et aux produits, aux actifs et passifs éventuels, ainsi que dans les annexes relatives aux comptes consolidés. Le Groupe établit régulièrement des estimations, notamment celles qui ont trait aux factures à émettre, aux créances douteuses, aux provisions pour dépréciation des stocks et encours, aux participations non consolidées, à la valeur comptable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, aux impôts différés actifs (cf. note 8), à la Clause de retour à meilleure fortune à verser à l'État français (cf. note 23), aux restructurations, aux engagements de retraite, aux passifs éventuels et aux litiges. Les estimations du Groupe sont fondées sur son expérience passée et sur diverses autres hypothèses qu'il juge raisonnables au vu des circonstances et qui constituent le fondement de l'évaluation d'actifs et de passifs dont la valeur comptable n'est pas immédiatement déterminable d'après d'autres sources.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, il est donc possible qu'au moment du dénouement des opérations concernées, les résultats réels soient susceptibles de différer de ces estimations et d'avoir une incidence sur les états financiers des périodes futures. Les estimations utilisées sont détaillées dans les notes correspondantes.

Saisonnalité

La saisonnalité observée sur les quatre dernières années se poursuit ; le chiffre d'affaires de chaque semestre est relativement équilibré. À l'intérieur de chaque semestre, le dernier mois est plus fort que les cinq précédents. Les charges opérationnelles sont en général uniformément réparties sur l'année. Par contre, le flux de trésorerie opérationnelle affiche chaque année de fortes variations d'un semestre sur l'autre.

NOTE 3 VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Acquisition de la société JADE

En mai 2012, AMG.net, filiale du Groupe, achète JADE Sp. Z.o.o. (Jade), société polonaise *Gold Partner* de Microsoft, afin de créer un centre de compétences de développement de services basés sur les technologies Microsoft. Cette acquisition fait partie de la stratégie de croissance du Bull en Pologne, zone de développement stratégique pour le Groupe.

L'impact de l'acquisition de Jade sur le bilan du Groupe est présenté de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 1^{er} mai 2012
Créances clients	0,4
Autres actifs courants	0,2
Dettes fournisseurs	(0,1)
Juste valeur des actifs nets à la date d'acquisition	0,5
Juste valeur des actifs nets acquis (100 %)	0,5
Écart d'acquisition	2,2
TOTAL ACQUISITION	2,7
Dont :	
■ prix d'acquisition versé en numéraire	1,7
■ clauses d'ajustement de prix	1,0

Ces montants sont provisoires et pourraient faire l'objet d'ajustements afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues auraient affecté l'évaluation de ces actifs et de ces passifs. Cette période d'évaluation ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Les frais liés à cette acquisition ont été constatés en résultat.

La contribution de Jade au résultat du groupe Bull au 30 juin 2012, exprimée en millions d'euros, est la suivante :

- Chiffre d'affaires : 0,2 ;
- Marge brute : 0,0 ;
- EBIT : 0,0 ;
- Résultat net : 0,0.

NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

Depuis le 1^{er} janvier 2011 les activités du Groupe sont regroupées dans quatre Business Lines à vocation mondiale : deux Business Lines technologiques et deux Business Lines offrant des solutions complètes aux clients du Groupe s'appuyant notamment sur les offres des Business Lines technologiques.

La Business Line Innovative Products est en charge du développement des offres de supercalculateurs et de serveurs haute performance répondant aux exigences des clients du Groupe pour leurs applications critiques. Elle porte l'effort de Recherche et Développement du Groupe dans ces domaines.

La Business Line Security Solutions fédère les activités produits et services du Groupe dans le domaine des systèmes critiques et de la sécurité numérique (sécurité réseaux et cryptographie, gestion des identités, infrastructures de confiance...).

La Business Line Computing Solutions fournit à ses clients, en France et à l'international, des solutions d'infrastructures critiques et sécurisées, qui vont de la distribution de produits et leur maintenance, à l'ingénierie d'infrastructure et l'infogérance.

Enfin la Business Line Business Integration Solutions regroupe les offres de conseil, d'intégration et de solutions applicatives sectorielles.

Les prises de commandes représentent la part ferme des contrats signés pendant l'exercice ainsi que la valorisation pour l'exercice des contrats qui se renouvellent automatiquement ou qui n'ont pas d'échéance.

Les Business Lines reconnaissent non seulement le chiffre d'affaires externe au périmètre du Groupe qu'elles réalisent avec leurs clients en direct, mais elles reconnaissent également le chiffre d'affaires interne qu'elles font vis-à-vis d'une autre Business Line lorsque celle-ci intègre, dans la solution offerte au client, un composant de leur offre.

L'ensemble de ces chiffres d'affaires internes est éliminé au niveau Groupe.

Les échanges entre les Business Lines se font généralement à un niveau de prix comparable à celui qui serait établi pour des parties tierces et peuvent résulter de négociations spécifiques. En particulier la Business Line Innovative Products bénéficie d'une marge de producteur sur ses produits distribués par les autres Business Lines.

Les Business Lines supportent le coût de leurs frais de Recherche et Développement, ainsi que leurs frais commerciaux et d'administration propres.

Les coûts commerciaux et administratifs de l'organisation International and Business Development, en charge du développement commercial du Groupe en France et à l'international, ainsi que ces mêmes coûts pour les structures fonctionnelles du Groupe, ne sont pas alloués.

La marge contributive correspond, pour chaque Business Line, au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels, autres produits et charges financiers, quote-part des résultats des sociétés associées, et allocation de coûts fonctionnels et transverses.

Au début de 2012, une réévaluation de certaines activités en Belgique, au Brésil, en Espagne et en France a conduit à revoir de façon très marginale le périmètre des Business Lines Computing Solutions et Business Integration Solutions dans ces pays. Pour une comparaison plus pertinente entre 2012 et 2011, les résultats par Business Line du premier semestre 2011 ont été ajustés par rapport aux chiffres publiés à fin juin 2011.

Résultats par Business Line

■ Premier semestre 2012

(en millions d'euros)	Innovative Products	Computing Solutions	Business Integration Solutions	Security Solutions	Total
Prises de commandes externes	36,7	399,0	169,7	64,9	670,3
Ratio book to bill	1,18	1,07	1,07	1,17	1,09
Chiffre d'affaires total	85,6	374,5	164,5	58,7	
Chiffre d'affaires inter BL	(54,6)	(2,2)	(6,5)	(3,3)	
Chiffre d'affaires consolidé	31,0	372,3	158,0	55,4	616,7
Évolution 2012/2011	+ 10,9 %	- 2,7 %	+ 6,3 %	+ 4,3 %	+ 0,7 %
Marge contributive	9,0	27,9	5,8	0,5*	43,2
Coûts fonctionnels et transverses					(25,1)
EBIT					18,1

* Après prise en compte d'une charge de 1,3 million d'euros au titre de l'APA.

■ Premier semestre 2011

(en millions d'euros)	Innovative Products	Computing Solutions	Business Integration Solutions	Security Solutions	Total
Prises de commandes externes	30,3	403,0	157,0	59,5	649,8
Ratio book to bill	1,08	1,05	1,06	1,12	1,06
Chiffre d'affaires total	96,9	386,1	151,7	55,6	
Chiffre d'affaires inter BL	(69,0)	(3,3)	(3,1)	(2,5)	
Chiffre d'affaires consolidé	27,9	382,7	148,6	53,1	612,4
Marge contributive	10,2	27,5	3,2	0,0*	40,9
Coûts fonctionnels et transverses					(26,9)
EBIT					14,0

* Après prise en compte d'une charge de 1,7 million d'euros au titre de l'APA.

INNOVATIVE PRODUCTS

Les prises de commandes externes de la Business Line Innovative Products sont en forte progression de 21,2 % au premier semestre 2012 par rapport à la même période de 2011 reflétant la croissance de l'activité de la filiale Serveware et des partenariats Recherche et Développement.

Le chiffre d'affaires total est en diminution de 11,6 % à 85,6 millions d'euros. La progression du chiffre d'affaires bullion et celui correspondant aux partenariats Recherche et Développement ne compensent pas la diminution anticipée du chiffre d'affaires des serveurs propriétaires, et la diminution des livraisons *Extreme Computing* après l'installation de deux supercalculateurs petaflopiques sur deux continents en décembre 2011.

La marge contributive s'établit à 9 millions d'euros, en diminution par rapport à 2011.

COMPUTING SOLUTIONS

Les prises de commandes externes de la Business Line Computing Solutions sont en repli de 1 % au premier semestre 2012 par rapport à 2011 avec principalement une contraction des activités *Extreme Computing*, après une très bonne année 2011, compensée par une bonne tenue des autres activités.

Le chiffre d'affaires total s'élève à 374,5 millions d'euros, en décroissance de 3,0 % par rapport à 2011. Les activités Maintenance et Infrastructure Services et Storeway progressent sensiblement. L'activité *Extreme Computing*, qui a connu une année 2011 très dynamique avec la livraison, entre autres du Tera 100 au CEA, marque une pause dans sa trajectoire de croissance. Dans un marché très concurrentiel et d'investissements ralentis, l'activité des serveurs Escala se contracte à nouveau.

Sur le plan géographique, l'activité soutenue en France, au Royaume Uni et au Belux ne compense pas la décroissance des pays comme l'Espagne, impactée par la crise, ou de l'Allemagne qui connaît une diminution de l'activité *Extreme Computing* après la bonne performance 2011 dynamisée par l'installation de l'Université d'Aachen.

La marge contributive s'établit à 27,9 millions d'euros en progression de 0,4 million d'euros par rapport à 2011.

BUSINESS INTEGRATION SOLUTIONS

Les prises de commandes externes de la Business Line Business Integration Solutions, entraînées principalement par la croissance des activités Software Solutions et Application Management, croissent de 8,1 % au premier semestre 2012 par rapport à 2011.

Le chiffre d'affaires total de 164,5 millions d'euros, affiche une progression de 8,4 % par rapport à 2011. Les activités en France, au Belux et en Pologne soutiennent principalement cette croissance.

La marge contributive s'établit à 5,8 millions d'euros, en progression de 2,6 millions d'euros par rapport à 2011.

SECURITY SOLUTIONS

Les prises de commandes externes de la Business Line Security Solutions sont en croissance de 9,0 % au premier semestre 2012 par rapport à 2011, la grande majorité des activités participant à cette croissance.

Le chiffre d'affaires total à 58,7 millions d'euros est en croissance de 5,5 % par rapport à juin 2011. La filiale Time Reversal Communications, acquise au dernier trimestre 2011, contribue pour 0,9 million d'euros à cette croissance.

À noter la bonne performance des sociétés Amesys dans leur ensemble, dont le chiffre d'affaires croît de 4,7 % sur le premier semestre et la marge contributive s'améliore de 4,0 points.

La marge contributive s'améliore en volume et en taux (0,5 million d'euros après prise en compte d'une charge de 1,3 million d'euros au titre de l'APA).

Effectifs par Business Line

	30 juin 2012	31 décembre 2011
Innovative Products	764	727
Computing Solutions	3 548	3 448
Business Integration Solutions	3 466	3 400
Security Solutions	1 105	1 105
Non alloués	299	305
TOTAL	9 182	8 985

NOTE 5 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les « autres produits et charges opérationnels » de nature non récurrente regroupent les postes suivants :

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2011
	2012	2011	
Gains nets sur cessions d'actifs	(0,1)	1,2	1,1
Dépréciation écarts d'acquisition	-	-	(31,5)
Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	(3,0)
Coûts de départs transactionnels	(0,7)	(4,9)	(15,8)
Divers	0,2	7,1	6,8
TOTAL	(0,6)	3,4	(42,4)

1^{er} semestre 2012 :

Les autres produits et charges opérationnels divers de 0,2 million d'euros ne sont pas significatifs au premier semestre 2012.

1^{er} semestre 2011 :

Les autres produits et charges opérationnels divers de 7,1 millions d'euros correspondent pour l'essentiel à :

- une reprise sans consommation d'une provision sur litiges postérieurs à une cession de filiale, toutes les voies de recours étant épuisées, pour 6,0 millions d'euros ;
- un gain exceptionnel lié à la récupération d'excédents de financement sur les plans de prétraite mis en place par le Groupe au début des années 2000, pour 0,9 million d'euros.

Exercice 2011 :

La dépréciation des écarts d'acquisition est relative au groupe Amesys pour 31,5 millions d'euros en 2011 (voir note 12).

Les autres produits et charges opérationnels divers de 6,8 millions d'euros correspondent pour l'essentiel à :

- une reprise sans consommation d'une provision sur litiges postérieurs à une cession de filiale, toutes les voies de recours étant épuisées, pour 6,0 millions d'euros ;
- un gain exceptionnel lié à la récupération d'excédents de financement sur les plans de préretraite mis en place par le Groupe au début des années 2000, pour 0,9 million d'euros.

NOTE 6 **RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES**

La quote-part des résultats des entreprises associées concerne principalement Bull Finance et SERES.

NOTE 7 **RÉSULTAT FINANCIER**

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		Année 2011
	2012	2011	
Produits financiers opérationnels	2,0	1,3	2,9
Charges financières opérationnelles	(3,3)	(2,9)	(7,1)
Résultat financier opérationnel	(1,3)	(1,6)	(4,2)
Résultat de change sur flux financiers	0,1	-	0,6
Coût du plan de pension Allemagne	(2,4)	(2,4)	(4,9)
Actualisation de la créance de Crédit d'impôt recherche	(1,0)	(1,9)	(3,7)
Autres actualisations de dettes	(0,5)	(0,3)	1,3
RÉSULTAT FINANCIER TOTAL	(5,1)	(6,2)	(10,9)

Pour une comparaison plus pertinente entre 2012 et 2011, le résultat financier du premier semestre 2011 a été ajusté par rapport aux chiffres publiés à fin juin 2011.

Les produits financiers opérationnels sont les intérêts perçus sur les placements de trésorerie ; les charges financières opérationnelles sont les intérêts payés sur emprunt, les commissions et frais bancaires et d'affacturage.

Le résultat de change sur flux financiers correspond aux écarts de change réalisés et non réalisés des sociétés holding Bull et Bull International S.A.S résultant des comptes-courants qui les lient à d'autres sociétés du Groupe.

Le coût du plan de pension de Bull GmbH en Allemagne est dû à la différence d'actualisation des engagements de pension entre deux dates de clôture comptable.

Les filiales françaises de Bull détiennent une créance cumulée de Crédit d'impôt recherche de 46,9 millions d'euros, au titre des exercices 2010, 2011 et 2012. L'encaissement de ces créances n'interviendra qu'en décembre 2014, 2015 et 2016. La valeur actualisée de cette créance au 30 juin 2012 représente un montant de 42,5 millions d'euros, la différence d'actualisation nette par rapport au 31 décembre 2011 étant comptabilisée en charge financière.

La rubrique « Autres actualisations de dettes » est liée principalement à l'actualisation de la provision pour dettes fiscales au Brésil.

NOTE 8 CHARGE D'IMPÔTS

Le groupe Bull est assujéti à divers impôts sur les bénéfices conformément à la législation fiscale en vigueur dans les différents pays où il exerce ses activités.

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2011
	2012	2011	
Impôts sur les bénéfices	(6,6)	(5,1)	(11,1)
Impôts différés	0,6	0,5	0,2
CHARGE D'IMPÔTS	(6,0)	(4,6)	(10,9)

Bull n'est pas placé sous le régime du bénéfice mondial et seules les sociétés françaises sont intégrées fiscalement à l'exception des sociétés Evidian et Bull Agence Internationale. Time Reversal Communications a intégré le groupe fiscal de Bull à partir du 1^{er} janvier 2012.

Les impôts sur les bénéfices s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2011
	2012	2011	
Impôts exigibles	(2,5)	(1,7)	(4,3)
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	(4,1)	(3,4)	(6,8)
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	(6,6)	(5,1)	(11,1)

VÉRIFICATIONS FISCALES

Aucune notification de redressement n'a été reçue depuis le 31 décembre 2011. Aucun contentieux fiscal significatif n'est en cours.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés actifs et passifs se détaillent ainsi :

(en millions d'euros)	Premier semestre		Année 2011
	2012	2011	
Impôts différés – actif	16,7	15,3	16,7
Impôts différés – passif	(5,1)	(4,0)	(5,6)
IMPÔTS DIFFÉRÉS – NET	11,6	11,3	11,1

Les impôts différés – actif sont déterminés d'une part à partir des consommations des différences temporaires et des déficits reportables, et d'autre part des résultats prévisionnels annuels sur trois exercices tels qu'ils ressortent du dernier plan stratégique.

Les impôts différés – actif n'ont pas fait l'objet d'une actualisation au 30 juin 2012.

La variation des impôts différés – passif est principalement liée à l'amortissement et la dépréciation d'immobilisations incorporelles reconnues dans le cadre de l'acquisition du groupe Amesys.

Les principales composantes des actifs et passifs d'impôts différés sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2011	2010
Reports déficitaires (impôts)	639,1	670,3
Différences temporaires*	18,2	19,5
Total impôts différés-actif potentiels	657,3	689,8
Impôts différés – actif reconnu	16,7	15,3
Impôts différés – passif reconnu	(5,6)	(3,9)

* Dont essentiellement provisions pour dépréciation d'actifs et plus-values sur cessions d'actifs corporels et financiers.

TAUX EFFECTIF D'IMPÔTS

Par l'utilisation ou la génération de reports déficitaires, ainsi que par la constatation et la reconnaissance d'impôts différés – actif, le taux d'impôt effectif est significativement différent du taux statutaire ; en conséquence, la réconciliation entre ces deux taux d'impôt, n'a pas de pertinence et n'a donc pas été établie.

DÉFICITS REPORTABLES

Au 31 décembre 2011, le groupe Bull dispose, en cumul, entité par entité, de reports déficitaires fiscaux évalués à 1 946,0 millions d'euros majoritairement en France. Ces reports déficitaires sont à concurrence de 1 855,5 millions d'euros reportables indéfiniment, le solde étant soumis à prescription comme suit : 3,0 millions d'euros en 2012, 0,8 million d'euros en 2013 et 86,7 millions d'euros en 2014 et au-delà.

NOTE 9 RÉSULTAT PAR ACTION

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Résultat net (part du Groupe)	7,5	7,4	(16,5)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	120 310 558	120 474 058	120 360 058
Résultat de base par action <i>(en euros)</i>	0,06	0,06	(0,14)
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de la période	120 452 716	124 433 259	121 628 108
Résultat dilué par action <i>(en euros)</i>	0,06	0,06	(0,14)

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net, part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice en excluant du nombre les actions autodétenues.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net, part du Groupe par le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de la période, qui correspond au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives excluant du nombre les actions autodétenues. Les actions ordinaires potentielles dilutives sont calculées en utilisant la méthode du rachat d'actions et comprennent notamment les stock-options « dans la monnaie », les attributions gratuites d'actions dont la période d'acquisition des droits est en cours et les obligations convertibles en actions émises par le Groupe.

NOTE 10 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Frais de développement capitalisés	Relations commerciales	Technologies	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 2012	5,8	12,0	27,8	45,6
Acquisitions	-	-	0,2	0,2
Cessions, reprises, transferts	(2,4)	-	-	(2,4)
Écarts de change	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-
Valeur brute au 30 juin 2012	3,4	12,0	28,0	43,4
Amortissements cumulés au 1^{er} janvier 2012	(5,8)	(5,5)	(15,4)	(26,7)
Dotations	-	(1,0)	(1,5)	(2,5)
Cessions, reprises, transferts	2,4	-	-	2,4
Écarts de change	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-
Amortissements cumulés au 30 juin 2012	(3,4)	(6,5)	(16,9)	(26,8)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2012	-	6,5	12,4	18,9
VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2012	-	5,5	11,1	16,6

NOTE 11 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions d'euros)	Terrains	Constructions	Matériel et outillage	Matériel de location	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 2012	3,2	112,6	112,0	1,3	229,1
Acquisitions	-	1,8	7,8	0,1	9,7
Cessions, reprises, transferts	-	(1,0)	(1,4)	-	(2,4)
Écarts de change	-	-	(0,3)	-	(0,3)
Autres mouvements	-	0,3	0,1	(0,1)	0,3
Valeur brute au 30 juin 2012	3,2	113,7	118,2	1,3	236,4
Amortissements cumulés au 1^{er} janvier 2012	-	(81,9)	(89,1)	(1,1)	(172,1)
Dotations	-	(2,2)	(5,8)	-	(8,0)
Cessions, reprises, transferts	-	0,8	0,8	-	1,6
Écarts de change	-	-	0,1	-	0,1
Autres mouvements	-	(0,2)	-	-	(0,2)
Amortissements cumulés au 30 juin 2012	-	(83,5)	(94,0)	(1,1)	(178,6)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2012	3,2	30,7	22,9	0,2	57,0
VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2012	3,2	30,2	24,2	0,2	57,8

NOTE 12 ÉCARTS D'ACQUISITION

(en millions d'euros)	Valeur au 01/01/2012	Acquisitions/dépréciations	Autres mouvements	Valeur au 30/06/2012
Valeur brute	147,7	2,2	0,1	150,0
Perte de valeur	(45,4)	0,0	0,0	(45,4)
VALEUR NETTE	102,3	2,2	0,1	104,6

Les écarts d'acquisition par entité s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Bull HN Information Systems Inc. (États-Unis)	1,1	1,1	1,1
Réseau international	6,1	6,1	6,1
Bull SAS (France)	1,4	1,4	1,4
AMG.net (Pologne)	7,1	7,1	7,1
Agarik (France)	5,4	5,4	5,4
Serviware (France)	3,5	3,5	3,5
CSB (Luxembourg)	3,7	3,7	3,7
Sirus (France)	1,8	1,8	1,8
science+computing (Allemagne)	14,7	13,7	14,7
Groupe Amesys	54,4	85,9	54,4
VAS Integrated Solutions (Égypte)	2,6	2,3	2,5
Time Reversal Communications (France)	0,6	-	0,6
Jade (Pologne)	2,2	-	-
TOTAL	104,6	132,0	102,3

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs (en cours d'année, principalement en cas de déviation significative du résultat par rapport au budget), pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Les acquisitions récentes constituent chacune une unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle les écarts d'acquisition sont alloués.

Au premier semestre 2012, le Groupe a constaté 2,2 millions d'euros d'écart d'acquisition liés à l'entrée dans le périmètre de Jade (voir note 3 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés). Le montant de l'écart d'acquisition est provisoire et pourrait faire l'objet d'ajustements dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition.

Au 31 décembre 2011, les tests de valorisation effectués ont entraîné la comptabilisation d'une perte de valeur de l'écart d'acquisition du groupe Amesys pour 31,5 millions d'euros, compte tenu de la révision des perspectives d'activité et de nouvelles dispositions fiscales limitant l'utilisation des reports déficitaires.

Au 30 juin 2012, il n'y a pas eu de comptabilisation de perte de valeur.

NOTE 13 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

(en millions d'euros)	Valeur nette au 01/01/2012	Acquisitions	Cessions	Ajustements de valeur	Autres mouvements	Valeur nette au 30/06/2012
Actifs financiers disponibles à la vente	2,5	-	-	(0,1)	-	2,4
Prêts et avances	8,8	20,0	-	-	-	28,8
Participations dans les entreprises associées	3,6	-	-	1,1	-	4,7
TOTAL	14,9	20,0	-	1,0	-	35,9

Actifs financiers disponibles à la vente : ils comprennent pour l'essentiel les titres suivants : Symantec (moins de 1 %) évalué pour 2,0 millions d'euros (2,1 millions d'euros fin 2011) et Safelayer (15 %) valorisé pour 0,5 million d'euros.

Prêts et avances : L'acquisition de 20 millions d'euros correspond à des placements sur des comptes à terme bancaires dont les caractéristiques ne permettent pas le classement en équivalent de trésorerie. Le solde au 31 décembre 2011 correspond principalement à des prêts entrant dans le cadre de l'aide à la construction en faveur des salariés.

Participations dans les entreprises associées : au 30 juin 2012, comme à fin décembre 2011, ce poste comprend pour l'essentiel les participations dans les sociétés françaises Bull Finance (48,6 %) et SERES (34 %).

La part de résultat net dans les entreprises associées correspondant aux intérêts du groupe Bull est incluse dans le compte de résultat consolidé à la ligne intitulée « Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées ».

NOTE 14 STOCKS ET ENCOURS

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Produits finis et travaux en cours	63,0	59,3	61,3
Produits en cours, matières premières et fournitures	29,4	25,2	27,6
Pièces de rechange	17,3	16,9	16,6
Provisions pour dépréciation des :			
■ produits finis et travaux en cours	(5,3)	(6,8)	(6,4)
■ produits en cours, matières premières et fournitures	(11,9)	(8,9)	(11,7)
■ pièces de rechange	(14,9)	(15,4)	(14,4)
TOTAL	77,6	70,3	73,0

NOTE 15 CRÉANCES CLIENTS

CONTRATS DE LOCATION DE MATÉRIEL

Les contrats de location de matériel adossés à des financements externes sont comptabilisés selon les critères des normes IAS 17, IAS 32 et IAS 39. Dans le cas où il s'agit de contrats non résiliables, les créances de loyers sont, soit comptabilisées en créances clients pour le montant de l'encours de loyers restant dû, soit décomptabilisées, en fonction de l'analyse du transfert des risques et avantages.

« CONTRATS DE CONSTRUCTION » (IAS 11)

Bull réalise des contrats de construction dans de multiples pays, comptabilisés en fonction de l'état d'avancement. Pour les contrats réalisés en France, qui représentent la majorité des contrats de construction significatifs, le degré d'avancement est déterminé sur la base des coûts encourus pour les travaux exécutés. Pour les autres contrats la méthode des points de passage contractuellement définis (*milestones*), qui atteste de l'avancement d'une partie des travaux, est utilisée.

L'analyse de l'ensemble des contrats français de construction se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Montant des produits des contrats comptabilisés	81,4	76,1	159,4
Pour les contrats en cours à la fin de la période :			
■ montant total des coûts encourus et des bénéfices comptabilisés (moins les pertes comptabilisées)	185,8	192,7	205,4
■ montant brut dû par les clients pour les travaux du contrat	34,2	16,1	7,0
■ montant brut dû aux clients pour les travaux du contrat	(5,6)	(1,9)	(7,4)
■ avances reçues	-	-	-

CESSION DE CRÉANCES CLIENTS

Le Groupe procède à deux types de cession de créances : cession de créances commerciales dans le cadre de contrats d'affacturage d'une part, cession de créances locatives dans le cadre de contrats de refinancement avec des établissements de crédit d'autre part. Dans le premier cas, il s'agit de créances clients unitaires avec une échéance à court terme ; dans le second, il s'agit de la totalité de la créance de loyers dus de manière irrévocable par un client dans le cadre d'un contrat de location à moyen terme d'équipements.

Ces cessions sont examinées de manière approfondie selon les critères de l'IAS 39, et sont ou non décomptabilisées.

Le principal contrat concerne les créances de Bull SAS sur ses clients domiciliés en France, les créances de Bull Belgique et celles de Serviware. Ce contrat se traduit par une cession sans recours pour la majeure partie des créances cédées. L'analyse effectuée a permis de confirmer que le contrat permet de transférer substantiellement tous les risques et avantages liés aux factures cédées bénéficiant de la garantie sans recours, et plus particulièrement :

- le risque de défaillance du client ;
- le risque lié au retard de paiement ;
- le seul risque conservé par Bull est le risque de dilution qui donne lieu à la constitution d'une réserve auprès de l'organisme d'affacturage calibrée au plus près de la dilution réelle. Ce risque résiduel a été considéré comme non significatif au regard des autres risques transférés.

L'affactureur s'est engagé à mettre à la disposition des sociétés concernées, jusqu'au 31 décembre 2012, une ligne de financement globale d'un montant maximum de 150 millions d'euros, sous réserve que les indicateurs suivants soient respectés, sur la base des comptes consolidés semestriels et annuels de Bull :

- EBITDA égal ou supérieur à 30 millions d'euros (sur une base annuelle) ;
- Ratio (dette nette/fonds propres) inférieur ou égal à 80 %.

En cas de non-respect de ces indicateurs, le contrat pourrait être résilié avec un préavis de trois mois.

Les filiales espagnoles ont cédé des créances commerciales dans le cadre de contrats sans recours pour un montant de 6,7 millions d'euros à fin juin 2012.

Les cessions de créances locatives sont intervenues en France et en Belgique.

Le tableau ci-après récapitule l'ensemble de ces opérations, par nature, en indiquant la valeur comptable des actifs cédés et celle des passifs associés.

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2012			Au 30 juin 2011			Au 31 décembre 2011		
	Créances			Créances			Créances		
	Commerciales	Locatives	Total	Commerciales	Locatives	Total	Commerciales	Locatives	Total
Cessions comptabilisées									
■ créances cédées	3,7	6,1	9,8	5,9	7,9	13,8	5,9	13,5	19,4
■ trésorerie	2,8	6,1	8,9	4,6	7,9	12,5	3,9	13,5	17,4
■ comptes de garantie/ compte courant affacturation	0,9	-	0,9	1,3	-	1,3	2,0	-	2,0
■ dette	3,7	6,1	9,8	5,9	7,9	13,8	5,9	13,5	19,4
Cessions décomptabilisées									
■ créances cédées	134,6	5,2	139,8	120,8	3,6	124,4	193,0	2,4	195,4
■ trésorerie	105,0	5,2	110,2	98,8	3,6	102,4	137,7	2,4	140,1
■ comptes de garantie/ compte courant affacturation	29,6	-	29,6	22,0	-	22,0	55,3	-	55,3

Détails concernant les cessions de créances commerciales effectuées par Bull SAS

L'impact de la cession de créances de Bull SAS du 30 juin 2012 sur les différents postes du bilan peut se résumer comme suit :

Poste concerné (en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre		Commentaires
	2012	2011	2011	2011	
Clients et comptes rattachés	(114,7)	(101,2)	(168,2)		Décomptabilisation des créances clients cédées sans recours
Compte de garantie affacturation	9,2	8,4	13,2		Dépôt de garantie contractuel
Compte courant affacturation	17,4	12,9	39,6		Créances clients cédées sans recours mais non financées
Trésorerie	91,0	83,0	119,4		Trésorerie obtenue (hors frais)
TOTAL	2,9	3,1	4,0		
Emprunts et passifs financiers courants	2,9	3,1	4,0		Dette correspondant au montant des créances cédées avec recours
TOTAL	2,9	3,1	4,0		

VALEUR DES CRÉANCES CLIENTS

La valeur nette comptable des créances clients, telle qu'elle est rapportée au bilan, reflète leur valeur de marché et se détaille ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Répartition par nature			
Valeur brute	144,9	169,9	144,5
Dépréciation	(10,4)	(8,6)	(10,8)
VALEUR NETTE	134,5	161,3	133,7

Par ancienneté, la valeur nette des créances se détaille ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2012		Au 30 juin 2011		Au 31 décembre 2011	
	Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation
Créances non échues	91,2	-	118,9	-	92,9	-
Échues depuis moins de 30 jours	15,6	-	14,3	(0,5)	16,4	-
Échues depuis plus de 30 et moins de 60 jours	10,7	-	6,9	-	5,8	-
Échues depuis plus de 60 et moins de 90 jours	2,5	-	3,9	(0,1)	3,8	-
Échues depuis plus de 90 et moins de 180 jours	8,0	(0,2)	9,7	(0,3)	5,1	(0,5)
Échues depuis plus de 180 et moins de 360 jours	4,6	(1,4)	3,9	(0,3)	6,7	(1,4)
Échues depuis plus d'un an	12,3	(8,8)	12,3	(7,4)	13,8	(8,9)
TOTAL	144,9	(10,4)	169,9	(8,6)	144,5	(10,8)

La partie non provisionnée des créances échues depuis plus d'un an est couverte en grande partie par d'autres positions bilancielle.

Le délai moyen d'encaissement clients sur le premier semestre 2012 est de 45 jours contre 48 jours sur l'ensemble de l'année 2011.

NOTE 16 AUTRES ACTIFS COURANTS

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Créances sur financement R&D	5,2	5,8	4,8
Créances de Crédit d'impôt recherche	42,5	24,8	31,0
Autres créances fiscales	4,9	5,8	6,3
Créances liées au personnel	1,5	1,4	0,9
Dépôts et cautionnements versés	3,9	3,7	4,1
Compte de garantie affacturage	10,3	9,0	15,1
Compte courant affacturage	20,2	14,1	43,7
Instruments dérivés actifs	2,8	1,4	3,9
Autres créances liées à l'exploitation	5,7	4,0	4,5
Charges constatées d'avance	33,4	27,2	29,5
TOTAL	130,4	97,2	143,8

L'augmentation des créances de Crédit d'impôt recherche est principalement liée à la créance actualisée au titre de 2012 (7,6 millions d'euros). L'encaissement de ces créances interviendra en décembre 2014, 2015 et 2016.

Le compte courant affacturage concerne principalement à fin juin 2012 comme à fin 2011, des créances cédées sans recours par Bull SAS mais non financées.

NOTE 17 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Trésorerie	52,7	48,2	65,2
Équivalents de trésorerie	164,3	177,2	213,6
TOTAL	217,0	225,4	278,8

NOTE 18 ACTIFS ET PASSIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Le caractère non significatif des actifs destinés à la vente au 30 juin 2012 n'a pas donné lieu à la mise en œuvre des dispositions de la norme IFRS 5.

NOTE 19 CAPITAL

Au 30 juin 2012, le capital de Bull est constitué de 120 809 147 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune.

Toutes les actions émises sont intégralement libérées.

Au 30 juin 2012, Bull autodétient 490 589 actions de son capital, représentant une valeur de marché de 1,15 million d'euros.

NOTE 20 RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL

Au 30 juin 2012, le montant des réserves liées au capital est de 356,5 millions d'euros contre 355,5 millions d'euros à fin 2011. Cette variation de 1,0 million d'euros se détaille ainsi :

- 1,0 million d'euros au titre des différents plans d'options de souscription et d'attributions gratuites d'actions ;
- 0,1 million d'euros au titre d'une augmentation de capital ;
- - 0,1 million d'euros d'actions d'autocontrôle dans le cadre d'un contrat de liquidité.

NOTE 21 INTÉRÊTS MINORITAIRES

Pour l'essentiel, ils sont constitués d'une participation minoritaire de :

- 8 % prise par la société NEC le 31 janvier 2006 dans la société Evidian suite à une opération d'augmentation de capital ;
- 20 % dans la société VIS lors de l'entrée de cette société dans le périmètre du Groupe en janvier 2011.

NOTE 22 EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS

ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR NATURE

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Emprunt obligataire – OCEANES	0,2	0,2	0,2
Emprunt convertible – EMC	0,7	0,8	0,9
Financement de créances locatives	1,9	2,8	3,0
Financement de créances de Crédit d'impôt recherche	17,4	-	17,1
Emprunts auprès d'établissements de crédit	29,5	37,0	33,1
Instruments dérivés passifs	0,2	0,6	0,3
Option de vente au bénéfice de minoritaires	0,7	0,6	0,6
Dettes financières à plus d'un an	50,6	42,0	55,2
Financement de créances locatives	4,2	5,0	5,9
Financement de créances commerciales	3,7	5,9	5,9
Emprunts auprès d'établissements de crédit	15,1	2,4	8,2
Autres dettes financières	1,9	1,0	0,6
Instruments dérivés passifs	0,4	2,4	0,4
Dettes financières à moins d'un an	25,3	16,7	21,0
DETTE FINANCIÈRE TOTALE	75,9	58,7	76,2

Emprunt obligataire – OCEANES

Au 30 juin 2012, le solde des OCEANES non converties s'élève à 58 629 titres. Ces obligations, remboursables le 1^{er} janvier 2033, représentent la part non-convertie des 11 495 396 titres émis en mai 2000 et non apportée à l'offre publique d'échange intervenue en juin – juillet 2004 et complétée en mars 2005. Ces 58 629 obligations convertibles donneraient droit à 5 862 actions de 0,10 euro de nominal en cas de conversion.

Emprunt convertible – EMC

Dans le cadre de l'acquisition de la société VIS par BISS Egypt en 2011, la société EMC a accordé à VIS un prêt de 1,0 million d'euros, convertible automatiquement en actions au plus tard le 30 juin 2014. Ce prêt ne porte pas intérêt.

Cette opération est traitée dans son intégralité comme une dette financière et a été comptabilisée à sa juste valeur au 30 juin 2012, en actualisant son montant à échéance au taux annuel de 6 %. La différence entre la valeur actualisée de cet emprunt et sa valeur de remboursement est enregistrée en charges financières selon la méthode du coût amorti.

Financement de créances locatives et commerciales

Il s'agit de financements assis sur des actifs du Groupe. Des créances locatives correspondant à des contrats de location à moyen terme de matériels, sont cédées à des établissements de crédit pour en assurer le refinancement. Les financements associés à des créances commerciales correspondent à la partie des créances cédées avec recours dans le cadre de programmes d'affacturage.

Emprunts auprès d'établissements de crédit

L'encours est essentiellement constitué d'un crédit syndiqué à moyen terme, contracté par Bull le 14 janvier 2011. À cette date, Bull a signé avec un groupe de banques une facilité de crédit de 50 millions d'euros, sous la forme d'une part d'un crédit de 35 millions d'euros, amortissable semestriellement sur 5 ans avec un différé d'amortissement de 18 mois, d'autre part d'un crédit renouvelable sur 5 ans d'un montant de 15 millions d'euros, ce montant étant réduit semestriellement, et de manière linéaire, à compter du 18^e mois.

Le crédit amortissable de 35 millions d'euros a été tiré le 20 janvier 2011. Le crédit renouvelable n'était pas tiré au 30 juin 2012.

Ces crédits sont assortis de clauses d'engagement et de défaut habituelles pour ce type de contrat, notamment : maintien des crédits à leur rang, limitation des sûretés attribuées à des tiers, défaut croisé, et respect des engagements financiers suivants :

- trésorerie nette consolidée d'un montant minimum de 100 millions d'euros à chaque fin d'exercice (31 décembre de chaque année pendant la durée des crédits), et de 80 millions d'euros à chaque fin de premier semestre (30 juin de chaque année pendant la durée des crédits) ;
- EBITDA d'un montant minimum de :
 - 50 millions d'euros en 2012 ;
 - 55 millions d'euros en 2013 ;
 - 60 millions d'euros en 2014 et 2015.

Les crédits sont garantis par le nantissement des titres détenus par Bull dans le capital des sociétés Amesys et Amesys Conseil.

Il n'y a pas de restriction à l'utilisation des capitaux résultant de ce financement.

Figurent aussi dans cette rubrique les engagements en location financement, pour un montant de 6,2 millions d'euros, correspondant soit au refinancement de contrats de location de matériels à moyen terme résiliables par les clients, soit à la location de matériels divers pour les besoins propres des sociétés du Groupe.

Cession de créances de Crédit d'impôt recherche

En décembre 2011, le Groupe a mobilisé auprès d'un établissement de crédit les créances de Crédit d'impôt recherche détenues par un certain nombre des sociétés françaises du Groupe au titre de l'exercice 2010.

Ces créances sont détenues par Bull dans le cadre du périmètre d'intégration fiscale 2010 (sociétés Bull SAS, Serviware, Agarik), par Amesys et Amesys Réseau Sécurité Services.

Le calcul du net escompte a été fait sur la base d'un paiement de ce crédit d'impôt par les services fiscaux au 31 décembre 2014.

L'établissement bancaire garde un recours contre les cédants en cas de contestation par les services fiscaux des montants déclarés. Le financement constitue donc une dette, dont le montant au 30 juin 2012 est l'actualisation, au taux du financement, des créances cédées.

Les créances de Crédit d'impôt recherche détenues par des sociétés françaises du Groupe au titre de l'exercice 2011 n'ont pas été mobilisées.

Instruments dérivés passifs

Les instruments dérivés passif sont constitués des dérivés de change valorisés au 30 juin 2012 à 0,6 million d'euros.

Option de vente au bénéfice des minoritaires

Une option de vente des titres de la société VIS détenue par l'actionnaire minoritaire est valorisée en juste valeur à 0,7 million d'euros.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées de découverts bancaires et des intérêts courus non échus de la dette (ICNE).

ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR ÉCHÉANCE

Au 30 juin 2012, l'échéancier en capital de la dette financière est le suivant :

(en millions d'euros)	Total	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Au 31/12/2011	76,2	21,0	13,0	28,0	9,6	4,4	0,2
Au 30/06/2011	58,7	16,7	13,4	10,0	8,9	9,4	0,3
Au 30/06/2012	75,9	25,3	12,4	27,8	9,8	0,4	0,2

La dette à moins d'un an donne lieu à l'échéancier ci-dessous :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
moins d'un mois	12,9	9,4	9,4
de 1 à 3 mois	2,7	2,0	0,8
de 3 à 6 mois	7,3	1,9	1,4
de 6 à 12 mois	2,4	3,4	9,4
TOTAL	25,3	16,7	21,0

La plus grande partie de la dette à moins d'un mois est constituée :

- du financement des créances cédées avec recours dans le cadre des programmes d'affacturage ; cette dette se renouvelle mois après mois en variant en fonction du montant de ces créances ;
- de la première échéance de remboursement du crédit syndiqué.

ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVISE

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Euro	70,0	53,7	74,5
Autres	5,9	5,0	1,7
TOTAL	75,9	58,7	76,2

NOTE 23 PROVISION POUR CLAUSE DE RETOUR À MEILLEURE FORTUNE

Le 20 février 2004, l'État français a notifié à la Commission européenne un projet d'aide à la restructuration de Bull, assortie d'une Clause de retour à meilleure fortune (CRMF). Après l'autorisation de la Commission le 1^{er} décembre 2004, l'État a versé une aide de 517 millions d'euros le 14 janvier 2005. Les conditions d'application de la CRMF sont les suivantes :

Bull s'engage à verser à l'État, pendant une période de huit exercices commençant le 1^{er} janvier 2005 et se terminant le 31 décembre 2012, sur la base des comptes arrêtés au titre de ces exercices, une somme égale à 23,5 % de la fraction excédant 10 millions d'euros du résultat courant consolidé avant impôts (RCAI) de l'exercice de Bull tel qu'il ressortira chaque année. Le RCAI correspond à l'EBIT après charges et produits de financement.

Ce versement, qui doit intervenir chaque année après l'approbation des comptes de l'exercice par l'assemblée générale annuelle de la Société, est applicable sous les conditions cumulatives suivantes :

- 1) le RCAI de l'exercice considéré est supérieur ou égal à 10 millions d'euros ;
- 2) le flux de trésorerie généré par les opérations de l'exercice considéré est supérieur ou égal à 10 millions d'euros ;
- 3) les capitaux propres consolidés de Bull, après application de la CRMF au cours d'un exercice, ne deviennent pas inférieurs à 10 millions d'euros.

Si, pour un exercice donné, l'un des trois critères ci-dessus n'est pas rempli, aucune somme ne sera due par Bull en application de la CRMF au titre de cet exercice.

Par ailleurs, Bull pourra à son initiative et à tout moment, à compter de l'approbation des comptes de l'exercice 2004 par l'assemblée générale annuelle de la Société, procéder au rachat anticipé de la CRMF dans des conditions définies.

De même, dans l'hypothèse où Bull ferait l'objet d'une prise de contrôle, l'État peut, à compter de l'approbation des comptes de l'exercice 2004, demander à Bull de procéder au rachat anticipé de la CRMF.

Les différentes estimations de remboursement de la CRMF prennent en compte certaines modalités d'application de la CRMF et sont affectées d'un taux d'actualisation intégrant les facteurs d'incertitude de l'activité.

Lors de la clôture des comptes de l'année 2011, il a été tenu compte de la révision récente du plan stratégique à trois ans (2012 à 2014), ce qui a conduit à l'actualisation du calcul de la CRMF pour l'exercice 2012. Par conséquent, la provision s'élève à 4,9 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Compte tenu du fait que les résultats semestriels sont conformes au plan défini dans les orientations stratégiques du Groupe, la provision a été maintenue à 4,9 millions d'euros au 30 juin 2012.

NOTE 24 PROVISIONS NON COURANTES

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Loyers des locaux inoccupés	1,7	1,7	2,1
Avantages au personnel	7,7	8,1	7,7
Risques fiscaux	6,1	9,7	6,6
Autres risques et divers	5,2	4,8	4,4
TOTAL	20,7	24,3	20,8

■ Variations du 1^{er} semestre 2012 des provisions non courantes

(en millions d'euros)	Valeur au 01/01/2012	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements*	Valeur au 30/06/2012
TOTAL PROVISIONS	20,8	1,4	(0,1)	(1,0)	(0,4)	20,7

* Autres mouvements : liés pour l'essentiel aux variations de change intervenues en 2012.

■ Variations de l'exercice 2011 des provisions non courantes

(en millions d'euros)	Valeur au 01/01/2011	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements*	Valeur au 31/12/2011
TOTAL PROVISIONS	23,1	2,1	(2,0)	(1,4)	(1,0)	20,8

* Autres mouvements : liés pour l'essentiel aux variations de change intervenues en 2011.

NOTE 25 PROVISIONS COURANTES ET AUTRES PASSIFS COURANTS

■ Provisions courantes

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Frais de personnel et engagements assimilés	4,9	7,7	9,1
Réclamations clients	4,3	4,4	5,4
Garanties produits	6,2	5,5	6,1
Autres risques et charges relatifs aux produits et services vendus	12,2	6,2	13,9
Charges à payer et divers	18,8	21,0	18,9
TOTAL	46,4	44,8	53,4

■ Variation du 1^{er} semestre 2012 des provisions courantes

(en millions d'euros)	Valeur au 01/01/2012	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements*	Valeur au 30/06/2012
TOTAL PROVISIONS	53,4	5,8	(5,9)	(7,1)	0,2	46,4

* Autres mouvements : liés pour l'essentiel aux variations de change intervenues en 2012.

■ Variation de l'exercice 2011 des provisions courantes

(en millions d'euros)	Valeur au 01/01/2011	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres mouvements*	Valeur au 31/12/2011
TOTAL PROVISIONS	53,6	29,5	(15,6)	(12,5)	(1,6)	53,4

* Autres mouvements : liés pour (1,4) million d'euros à un reclassement et pour (0,2) million d'euros aux variations de change intervenues en 2011.

■ Autres passifs courants

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Impôts et taxes	3,6	2,9	3,6
Salaires	33,0	32,9	34,6
Autres frais de personnel	60,2	55,7	55,2
Factures à recevoir et divers	76,2	68,9	82,9
TOTAL	173,0	160,4	176,3

NOTE 26 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les principes retenus par le Groupe pour la gestion de ses risques financiers sont explicités au chapitre 1.3 « Gestion des risques » du présent document.

RISQUE DE CHANGE

Exposition aux risques de change

Les risques de change du Groupe, compte tenu des instruments dérivés de change, s'analysent comme suit (les expositions correspondant à un passif net dans la devise sont indiquées en négatif) :

L'exposition financière est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2012		Au 31 décembre 2011	
	USD	GBP	USD	GBP
Exposition bilan	4,0	(10,2)	1,3	(11,0)
Instruments dérivés de change	(2,6)	3,9	(3,0)	10,7
Exposition nette après couverture	1,4	(6,3)	(1,7)	(0,3)

L'exposition commerciale est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2012			Au 31 décembre 2011		
	USD	GBP	JPY	USD	GBP	JPY
Exposition bilan	(3,9)	6,4	(0,5)	(21,0)	1,5	-
Exposition flux futurs	(28,7)	-	(7,8)	(61,9)	-	(10,9)
Instruments dérivés de change	30,7	-	8,4	46,0	-	10,9
Exposition nette après couverture	(1,9)	6,4	0,1	(36,9)	1,5	0,0
Stop loss	7,3	-	-	30,7	-	-
Exposition nette après stop loss	5,4	6,4	0,1	(6,2)	1,5	0,0

L'exposition nette est indiquée ci-dessus avant et après prise en compte des *stop loss* dont le fonctionnement est présenté dans le paragraphe 1.3 Facteurs de risques – Risque de change.

Valeur de marché des instruments dérivés

Les justes valeurs des instruments dérivés de change sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2012		Au 31 décembre 2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Achats à terme	0,4	0,2	0,7	-
Ventes à terme	0,1	-	-	-
Achats d'options d'achat	2,3	-	3,1	-
Ventes d'options d'achat	-	-	-	0,1
Achats d'options de vente	-	-	0,1	-
Ventes d'options de vente	-	0,4	-	0,6
TOTAL	2,8	0,6	3,9	0,7

La juste valeur de marché des opérations à terme est donnée par les cours à terme des devises concernées à la date de clôture, celle des options par les modèles standards de valorisation des options. Ces opérations entrent donc dans la catégorie des opérations évaluées selon le niveau 2 de la norme IFRS 7, c'est-à-dire sur la base de paramètres de marchés observables.

Relations de couverture

Les instruments dérivés de change pris en couverture de flux futurs donnent lieu à une relation de couverture. Les autres instruments ne sont pas qualifiés de couverture au sens de l'IAS 39.

L'échéancier des instruments dérivés ayant donné lieu à relation de couverture est le suivant :

(en millions d'euros)	Total	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans
Actif	1,9	0,8	0,2	0,3	0,3	0,3
Passif	(0,2)	-	(0,1)	-	-	(0,1)
INSTRUMENTS QUALIFIÉS DE COUVERTURE	1,7	0,8	0,1	0,3	0,3	0,2

Impact des instruments dérivés sur le résultat et les capitaux propres

Les variations de juste valeur des instruments dérivés de change ont les impacts nets suivants sur le résultat avant impôts et les capitaux propres :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2012		Au 31 décembre 2011	
	Résultat	Capitaux propres	Résultat	Capitaux propres
Instruments non qualifiés de couverture	-	-	1,7	-
Instruments qualifiés de couverture	0,3	1,4	(0,4)	2,4
TOTAL	0,3	1,4	1,3	2,4

La variation de juste valeur des instruments de dérivés de change reconnue en capitaux propres au cours du premier semestre 2012 s'analyse de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Premier semestre 2012	Exercice 2011
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de change relatifs aux transactions futures	0,1	2,4
Recyclage en résultat relatif aux transactions réalisées	(1,1)	-
TOTAL	(1,0)	2,4

Sensibilité au risque de change

Sur la base des couvertures existantes au 30 juin 2012, l'incidence d'une variation de plus ou moins 10 % de l'euro par rapport aux devises concernées aurait les impacts ci-dessous sur la juste valeur des instruments dérivés de change :

(en millions d'euros)	Impact résultat		Impact capitaux propres	
	+ 10 %	- 10 %	+ 10 %	- 10 %
Instruments non qualifiés de couverture	0,2	(0,2)	-	-
Instruments qualifiés de couverture	2,9	(2,4)	1,2	(1,9)
TOTAL	3,1	(2,6)	1,2	(1,9)

Risque de taux d'intérêt

Les actifs financiers à taux variable sont les placements en OPCVM monétaires, les comptes à terme à taux variables et les comptes de garantie. Les actifs financiers à taux fixe sont les certificats de dépôt, dont le taux est fixe jusqu'à leur échéance trimestrielle, et les comptes à terme à taux fixe.

Les passifs financiers à taux variable sont constitués du financement résultant des programmes de cession de créances commerciales pour leur part cédée avec recours, du crédit syndiqué de 35 millions d'euros.

Les passifs financiers à taux fixe sont les financements de créances locatives et des créances de Crédit d'impôt recherche et les autres emprunts bancaires.

Les actifs financiers à taux variable excèdent largement les passifs financiers à taux variables. Actifs et passifs financiers à taux variables sont liés à des indices qui évoluent de manière similaire.

Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés pour couvrir son risque lié à la variation des taux d'intérêt.

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Taux fixe :			
Actifs financiers	22,2	33,2	52,1
Passifs financiers	(35,0)	(14,5)	(35,1)
Exposition nette taux fixe	(12,8)	18,7	17,0
Taux variable :			
Actifs financiers	200,1	192,2	228,6
Passifs financiers	(40,9)	(44,2)	(41,1)
Exposition nette taux variable	159,2	148,0	187,5

L'exposition nette du Groupe au risque de taux, selon la maturité des actifs et passifs financiers, s'analyse ainsi au 30 juin 2012 :

(en millions d'euros)	Actifs financiers		Passifs financiers		Exposition nette	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Moins d'un an	22,2	172,5	(10,1)	(14,7)	12,1	157,8
Plus d'un an	-	27,6	(24,9)	(26,2)	(24,9)	1,4
TOTAL	22,2	200,1	(35,0)	(40,9)	(12,8)	159,2

Il faut toutefois noter que les chiffres ci-dessus correspondent à l'exposition bilancielle. Le Groupe bénéficie par ailleurs du financement à taux variable de ses créances commerciales cédées sans recours, et décomptabilisées. Le montant de ces financements au 30 juin 2012 est de 105 millions d'euros (voir note 15 « Cessions de créances clients »), et l'exposition nette totale du Groupe au risque de taux variable, en tenant compte de ces financements, est de 54,2 millions d'euros.

Une variation instantanée de 100 points de base des taux court terme (l'Euribor 3 mois pouvant être considéré comme le principal indice de référence) se traduirait par un impact de 0,5 million d'euros sur le résultat avant impôts du Groupe.

VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR NATURE

La valeur comptable des actifs et passifs financiers est égale à leur juste valeur.

Au 30 juin 2012, la ventilation des actifs est la suivante :

(en millions d'euros)	Prêts	Actifs financiers	Actifs financiers	Actifs financiers
	et créances	disponibles	à la juste valeur	de couverture
		à la vente	par résultat	de flux de trésorerie
Actifs financiers non courants	28,8	2,4	-	-
Créances clients	134,5	-	-	-
Autres actifs courants	127,7	-	0,4	2,3
Placements en garantie	7,6	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	106,3	-	110,7	-
TOTAL	404,9	2,4	111,1	2,3

Au 31 décembre 2011, la ventilation des actifs est la suivante :

(en millions d'euros)	Prêts	Actifs financiers	Actifs financiers	Actifs financiers
	et créances	disponibles	à la juste valeur	de couverture
		à la vente	par résultat	de flux de trésorerie
Actifs financiers non courants	8,8	2,5	-	-
Créances clients	133,7	-	-	-
Autres actifs courants	139,9	-	0,8	3,1
Placements en garantie	8,3	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	142,7	-	136,1	-
TOTAL	433,4	2,5	136,9	3,1

Au 30 juin 2012, la ventilation des passifs est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par capitaux propres
Emprunts et passifs financiers non courants	-	50,4	0,2
Dettes fournisseurs	-	166,6	-
Clients : avances et acomptes reçus	-	10,2	-
Produits perçus d'avance	-	1,8	-
Autres passifs courants	-	171,2	-
Emprunts et passifs financiers courants	0,2	24,9	0,2
TOTAL	0,2	425,1	0,4

Au 31 décembre 2011, la ventilation des passifs est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par capitaux propres
Emprunts et passifs financiers non courants	-	59,1	0,3
Dettes fournisseurs	-	209,3	-
Clients : avances et acomptes reçus	-	11,7	-
Produits perçus d'avance	-	1,8	-
Autres passifs courants	-	174,5	-
Emprunts et passifs financiers courants	0,2	16,4	0,2
TOTAL	0,2	472,8	0,5

NOTE 27 CONCENTRATION DE RISQUE DE CRÉDIT SUR UN TIERS

Aucun client ne représente plus de 10 % du montant total des créances clients.

NOTE 28 PLAN D'OPTIONS, PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS ET PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE EN ACTIONS

Le détail des plans de souscription d'actions octroyés de 2006 à 2011 et des plans d'attributions gratuites d'actions figure dans le rapport annuel 2011 à la note 29 de l'annexe aux comptes consolidés. Les attributions 2012 sont détaillées ci-après.

ATTRIBUTION D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS DE 2012

	Plan 2012
Date d'assemblée	08/06/2011
Date du conseil	15/02/2012
Nombre d'options consenties à l'origine	1 015 000
<ul style="list-style-type: none"> ■ dont aux membres du comité exécutif ■ dont mandataire social : Philippe Vannier 	710 000 200 000
Nombre de bénéficiaires	29
<ul style="list-style-type: none"> ■ dont membres du comité exécutif ■ dont mandataire social : Philippe Vannier 	10 1
Date de départ d'exercice	02/03/2016
Date d'expiration	02/03/2018
Prix d'exercice en euro	3,16
Options levées au 30/06/2012	-
Options caduques au 30/06/2012	30 000
Nombre d'options restantes à exercer au 30/06/2012	985 000
<ul style="list-style-type: none"> ■ dont par les membres du comité exécutif ■ dont mandataire social : Philippe Vannier 	680 000 200 000

SYNTHÈSE DES PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS AU 30 JUIN 2012

	Plans 2006	Plan 2008	Plans 2009	Plans 2010	Plan 2011	Plan 2012	Total
Solde des options restant à lever							
<ul style="list-style-type: none"> ■ par le mandataire social : Philippe Vannier 	-	-	-	200 000	-	200 000	400 000
<ul style="list-style-type: none"> ■ par tous les membres du comité exécutif* 	20 000	55 000	120 000	500 000	140 000	680 000	1 515 000
<ul style="list-style-type: none"> ■ par l'ensemble des salariés et mandataires sociaux 	55 000	1 061 500	1 020 250	1 602 500	140 000	985 000	4 864 250

* Composition du comex effective au 1^{er} janvier 2011.

PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS DE 2012 (AGA)

En 2012, 179 000 actions gratuites ont été attribuées lors du conseil d'administration du 15 février 2012. Dans le cadre de ce plan, le transfert définitif de propriété des actions, est soumis à une condition de présence dans le Groupe à l'issue des deux ans suivant la date de l'attribution.

Plan 2012

Date d'assemblée	08/06/2011
Date du conseil	15/02/2012
Nombre de droits consentis à l'origine	179 000
■ dont membres du comité exécutif	-
■ dont mandataire social : Philippe Vannier	-
Nombre de bénéficiaires	28
■ dont membres du comité exécutif	-
■ dont mandataire social : Philippe Vannier	-
Date de départ de l'exercice	02/03/2012
Date d'expiration	02/03/2016
Droits acquis en 2012	-
Nombre de droits restants à acquérir au 30/06/2012	179 000
■ dont membres du comité exécutif	-
■ dont mandataire social : Philippe Vannier	-
Nombre de bénéficiaires en activité au 30/06/2012	28
■ dont membres du comité exécutif	-
■ dont mandataire social : Philippe Vannier	-

Au 30 juin 2012, le nombre de droits restants à exercer dans le cadre des attributions gratuites d'actions est le suivant : 54 000 au titre de l'attribution effectuée en 2008 (le 29 juillet 2008) et 518 000 au titre des attributions effectuées en 2010 (27 juillet 2010 et 27 octobre 2010).

PLANS D'ÉPARGNE GROUPE

Au 30 juin 2012, le fonds Bull Actionariat détient 700 000 titres et le fonds France Bull détient 77 000 titres.

NOTE 29 TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS APPARENTÉES (PARTIES LIÉES)

Les principales transactions entre le groupe Bull et les sociétés apparentées (parties liées) sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
Transactions avec Crescendo Industries :			
Ventes	-	-	-
Comptes à payer	0,3	-	0,1
Comptes à recevoir	-	-	-
Transactions avec France Telecom :			
Ventes	12,3	14,0	28,3
Comptes à payer	1,3	1,3	1,3
Comptes à recevoir	7,0	6,2	9,0

NOTE 30 ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS DONNÉS

<i>(en millions d'euros)</i>		Au 30 juin 2012	Au 31 décembre 2011
■ liés au financement	Avals, cautions et garanties donnés pour des filiales	34,4	34,2
■ liés aux activités opérationnelles	Avals, cautions et garanties donnés pour des tiers	50,1	49,9
	Engagements de bail	87,1	87,1

Les avals, cautions et garanties donnés pour des filiales concernent principalement des engagements donnés à des banques pour couvrir les engagements des filiales à leur égard.

Les avals, cautions et garanties donnés pour des tiers concernent principalement des engagements donnés à des clients, couverts par des garanties bancaires.

<i>(en millions d'euros)</i>		Au 30 juin 2012	Au 31 décembre 2011
Avals, cautions et garanties donnés pour des tiers			
■	garanties de bonne exécution	28,3	27,8
■	garanties de soumission	4,3	3,3
■	garanties de restitution d'acompte	5,1	6,6
■	garanties taxes et douane	1,7	2,2
■	retenues de garantie	4,8	4,9
■	autres garanties	5,9	5,1
TOTAL		50,1	49,9

Les engagements de bail minima pris dans le cadre de baux à long terme non résiliables, principalement des baux immobiliers, souscrits par le groupe Bull ne sont recensés exhaustivement qu'une fois par an.

Au 31 décembre 2011, les engagements de bail minima pris dans le cadre de baux à long terme non résiliables, principalement des baux immobiliers, souscrits par le groupe Bull s'échelonnaient ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	
Échelonnement des engagements de bail	
2012	17,3
2013	14,3
2014	12,6
2015	10,9
2016	8,8
2017 et au-delà	23,2
TOTAL	87,1

Certains baux stipulent que le locataire doit payer l'assurance, les taxes et l'entretien, et la plupart comprennent des options de renouvellement ainsi que des clauses de révision liées à la hausse de certains indices.

ENGAGEMENTS REÇUS

(en millions d'euros)

		Au 30 juin 2012	Au 31 décembre 2011
■ liés au périmètre du Groupe	Garantie actif/passif reçue de Crescendo Industries dans le cadre de l'acquisition du groupe Amesys	5,0	5,0
	Garantie actif/passif reçue dans le cadre de l'acquisition de VIS	0,4	0,4
■ liés au financement	Ligne de financement liée à l'affacturage	150,0	150,0
	Montant des financements décomptabilisés	110,2	140,1
	Disponibilité d'une tranche de 15 millions d'euros non tirée sur la facilité de crédit de 50 millions d'euros	15,0	15,0
■ liés aux activités opérationnelles	Les activités services, et en particulier celles concernant l'infogérance, sont conclues avec des engagements de durée pouvant prévoir des indemnités.	-	-

Le Groupe a un engagement de rachat de minoritaires sur la société VAS Integrated Solutions comptabilisé en passifs financiers non courants.

FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

- Un accord transactionnel a été signé fin 2004 avec le groupe Steria mettant fin aux litiges au titre de l'application du protocole d'accord de cession des activités Integris en Europe (hors France et Italie) et de l'exercice de la convention de garantie Europe ; cet accord éteint la convention de garantie Europe, sauf en matière fiscale et parafiscale. Au 30 juin 2012, une provision d'un montant de 1 million d'euros est maintenue au titre des engagements à prendre en charge, en raison d'une réclamation effectuée conformément à l'accord transactionnel, pour les coûts, dommages et intérêts relatifs à un litige client en Belgique, correspondant à la franchise de la police d'assurances de 1 million d'euros que pourrait supporter Bull *in fine*. L'expert judiciaire a remis son rapport sur l'évaluation des responsabilités et du préjudice subi en septembre 2011 et une procédure est actuellement pendante devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles.
- Bull a été amené, dans certains pays étrangers, à prendre des positions fiscales, généralement après consultation et recommandation d'experts locaux, qui peuvent donner lieu à des contestations de la part de vérificateurs fiscaux locaux. Les positions qui s'avèrent présenter un risque selon IAS 37 font l'objet de provision pour risque. Celles qui sont considérées comme des risques éloignés ne font pas l'objet de provision pour risque mais demeurent sous surveillance.
- Un nombre élevé de litiges de nature et d'ancienneté très diverses est recensé au Brésil. Une revue périodique est effectuée avec les avocats locaux en vue d'en apprécier la légitimité et le degré de risque applicable à chaque litige et les provisions existantes sont réexaminées suite à cet examen périodique, conformément à la pratique systématique du Groupe.
- Le Groupe a un litige concernant la réalisation d'un outil informatique pour les ports autonomes du Havre et de Marseille. À ce stade, l'expertise technique se poursuit et les parties sont en attente du rapport d'expertise demandé par le tribunal administratif de Marseille.
- La filiale roumaine du Groupe a fait l'objet d'une réclamation de la part du Ministère des Finances de Roumanie qui considère que l'origine de certains produits livrés dans le cadre d'un contrat signé en 2005 n'est pas européenne comme le contrat l'exigeait et demande le remboursement des produits concernés. Bull conteste la position de son client et entend faire valoir ses droits y compris devant les tribunaux compétents.

PROCÉDURE JUDICIAIRE OU D'ARBITRAGE

À ce jour, la Société n'a pas connaissance de menace de procédure judiciaire ou d'arbitrage à son encontre ou de litige devant les tribunaux et/ou cour d'arbitrage au cours des 12 derniers mois dont les effets pourraient avoir des conséquences significatives sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

NOTE 31 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le stock d'actions autodétenues étant insuffisant pour livrer intégralement en date des 27 juillet 2012 et 27 octobre 2012 les actions aux bénéficiaires éligibles au titre des plans d'attribution gratuite d'actions 2010, Bull a fait procéder au rachat sur le marché boursier de 450 000 actions propres, faisant utilisation de l'autorisation accordée par l'assemblée générale du 8 juin 2011 renouvelée le 8 juin 2012. Ces actions ont été achetées entre le 2 juillet 2012 et le 12 juillet 2012, pour un total de 1 079 930 euros hors frais de courtage.

INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL



4.1	INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL	58
4.2	ORGANIGRAMME	60
4.3	INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2012	62
4.4	INFORMATIONS CONCERNANT LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS MINORITAIRES AU 30 JUIN 2012	68

4.1 INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

Composition du capital social

Suite à une augmentation du capital social intervenue au cours du premier semestre 2012 résultant d'une levée d'options de souscription d'actions, le capital social au 30 juin 2012 s'élève à 12 080 914,70 euros. Il est composé de 120 809 147 actions de nominal de 0,10 euro. Toutes les actions ont un droit de vote à l'exception des 490 589 actions autodétenues par la Société en date du 30 juin 2012.

Répartition du capital social et actionnariat

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour sur le site Internet du Groupe www.bull.fr.

Sur la base des déclarations et informations disponibles, la répartition connue du capital au 30 juin 2012 est la suivante :

■ Évolution 2012/2011

Actionnaires	30 juin 2012			31 décembre 2011			30 juin 2011		
	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote
Crescendo Industries*	24 157 500	20,00 %	20,08 %	24 157 500	20,00 %	20,07 %	24 157 500	20,00 %	20,05 %
Pothar Investments SA*	5 122 873	4,24 %	4,26 %	4 069 773	3,37 %	3,38 %	2 536 923	2,10 %	2,11 %
Concert Crescendo Ind. + Pothar Inv.	29 280 373	24,24 %	24,34 %	28 227 273	23,37 %	23,45 %	26 694 423	22,10 %	22,16 %
France Telecom	9 747 081	8,07 %	8,10 %	9 747 081	8,07 %	8,10 %	9 747 081	8,07 %	8,09 %
Fonds Stratégique d'Investissement	5 959 241	4,93 %	4,95 %	6 100 000	5,05 %	5,07 %	-	-	-
KBL Richelieu Gestion	3 012 550	2,49 %	2,50 %	3 012 550	2,49 %	2,50 %	3 012 550	2,49 %	2,50 %
NEC	2 947 080	2,44 %	2,45 %	2 947 080	2,44 %	2,45 %	2 947 080	2,44 %	2,45 %
Groupama Asset Management	2 873 392	2,38 %	2,39 %	3 658 612	3,03 %	3,04 %	3 658 612	3,03 %	3,04 %
Tocqueville Finance SA	2 867 792	2,37 %	2,38 %	2 867 792	2,37 %	2,38 %	3 030 865	2,51 %	2,52 %
Sycomore Asset Management	2 578 188	2,13 %	2,14 %	2 578 188	2,13 %	2,14 %	2 578 188	2,13 %	2,14 %
Salariés	777 000	0,64 %	0,64 %	770 500	0,64 %	0,64 %	862 000	0,71 %	0,72 %
Autocontrôle**	490 589	0,41 %	-	426 589	0,35 %	-	312 589	0,26 %	-
Autres	60 275 861	49,90 %	50,10 %	60 450 982	50,05 %	50,23 %	67 943 259	56,25 %	56,40 %
TOTAL	120 809 147	100,00 %	100,00 %	120 786 647	100,00 %	100,00 %	120 786 647	100,00 %	100,00 %

* Personne morale liée à Philippe Vannier, Président-directeur général, Marc Hériard Dubreuil, membre du conseil d'administration, et Dominique Lesourd, représentant de Crescendo Industries au conseil d'administration.

** Les actions autodétenues sont privées de droit de vote.

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DE PARTICIPATION

Aux termes des statuts, les actionnaires doivent déclarer à la Société le franchissement, à la hausse comme à la baisse, de seuils de 2,5 % et chaque multiple de 2,5 % du capital. Ces déclarations complètent les déclarations légales. En cas de non-respect de l'obligation statutaire d'information, l'actionnaire sera, dans les conditions et limites définies par la loi, privé du droit de vote afférent aux actions dépassant le seuil considéré, sur demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant 0,5 % au moins du capital social. Les déclarations reçues depuis le 1^{er} janvier 2012 sont les suivantes :

- par courrier en date du 19 mars 2012, Groupama Asset Management a déclaré avoir franchi en baisse le seuil de 2,5 % du capital et des droits de vote de la Société et détenir, pour le compte de fonds communs de placement dont elle assure la gestion, 2 873 392 actions représentant autant de droits de vote, soit 2,38 % du capital ;

- par courrier en date du 3 juillet 2012, la Caisse des dépôts et consignations a déclaré avoir franchi en baisse, le 28 juin 2012, indirectement, par l'intermédiaire du Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) qu'elle contrôle, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détenir indirectement, par l'intermédiaire du FSI, 5 959 241 actions représentant autant de droits de vote, soit 4,93 % du capital.

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient au 30 juin 2012 directement ou indirectement, 5 % ou plus du capital et des droits de vote.

Opérations réalisées sur les titres de la Société par les dirigeants et personnes assimilées

Au titre d'un mandat de gestion privé que Pothar Investments SA lui a confié en date du 15 janvier 2010, un gestionnaire financier a acquis, entre le 1^{er} janvier 2012 et le 30 juin 2012, pour le compte de Pothar Investments SA un total de 1 053 100 actions pour un montant total de 2 897 583 euros. Conformément à la réglementation en vigueur, en raison du lien entre Pothar Investments SA et Philippe Vannier, Président-directeur général, Marc Hériard Dubreuil, membre du conseil d'administration, et Dominique Lesourd, représentant de Crescendo Industries au conseil d'administration, les opérations individuelles ont fait l'objet de déclarations à l'AMF et de publications sur le site internet du Groupe. Pothar Investments SA n'a procédé à aucune cession de titres.

Opérations effectuées par Bull sur ses propres actions

Le 8 juin 2012, l'assemblée générale mixte des actionnaires a renouvelé, pour une durée de 18 mois, de l'autorisation consentie par l'assemblée générale du 8 juin 2011, pour opérer sur les propres titres de la Société. Le descriptif du programme de rachat peut être consulté sur le site Internet du groupe Bull.

Le seul usage fait du programme de rachat d'actions pendant ce premier semestre a été dans le cadre du contrat de liquidité opéré par Oddo Corporate Finance.

Capital autorisé non émis

L'assemblée générale des actionnaires du 8 juin 2011 a approuvé les résolutions autorisant le conseil d'administration :

- pour une période de 38 mois, de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions de la Société au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe, et ceci dans la limite de 2,5 % du capital social ;
- pour une période de 38 mois, de procéder à des attributions gratuites d'actions, existantes ou à émettre, de la Société au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe, et ceci dans la limite de 0,5 % du capital social.

Conformément à l'autorisation précitée, le conseil d'administration en date du 15 février 2012 a consenti 1 015 000 options de souscription d'actions et 179 000 actions gratuites au profit de salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe.

L'assemblée générale des actionnaires du 8 juin 2012 a approuvé les résolutions autorisant le conseil d'administration :

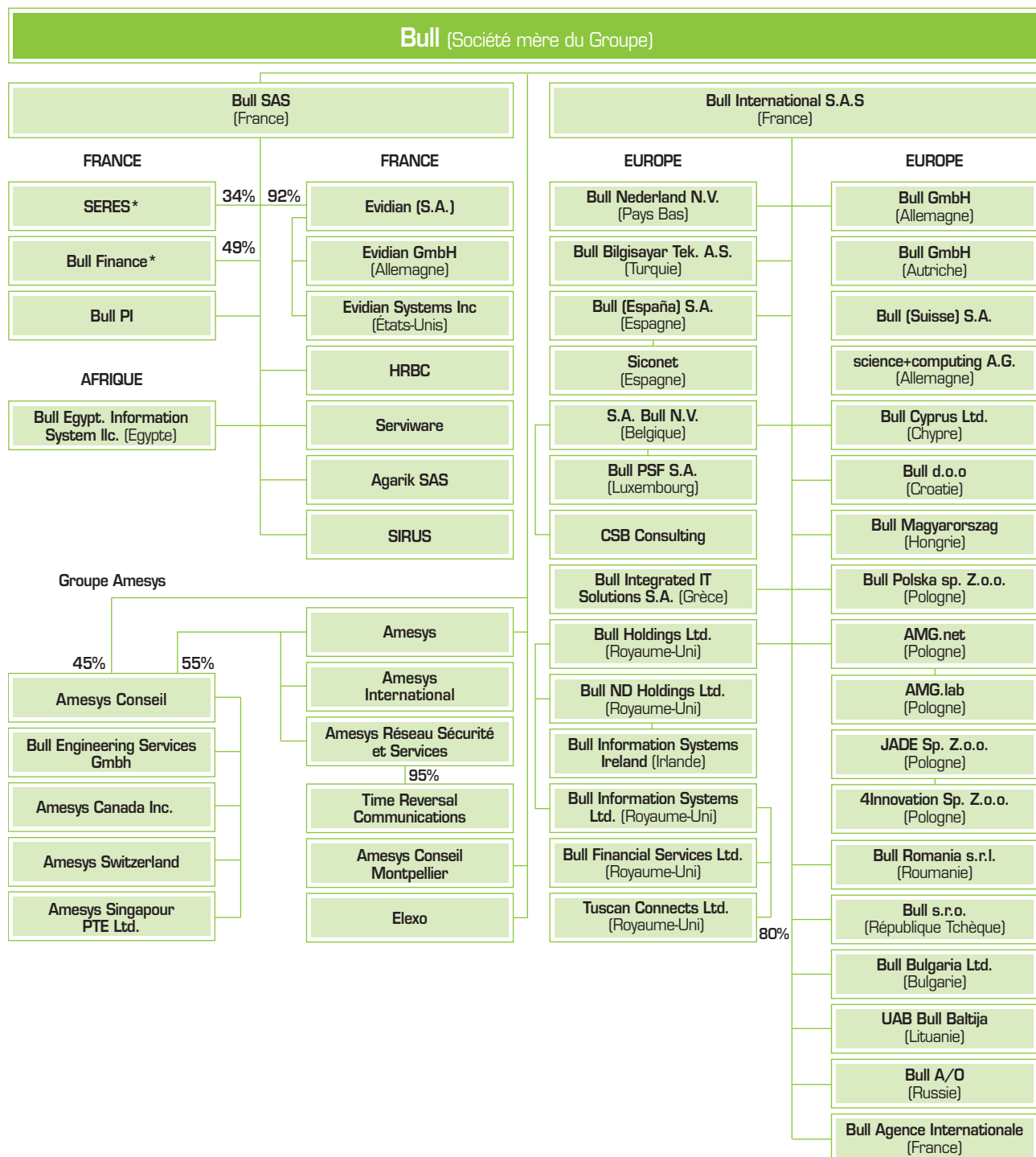
- pour une durée de 26 mois, d'augmenter le capital social par émission d'actions et/toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement ou à terme à des actions de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (cette autorisation annulant et remplaçant celle conférée au conseil d'administration par l'assemblée générale du 16 juin 2010) ;
- pour une durée de 26 mois, d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, ou autres ;
- pour une durée de 26 mois, d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou d'autres titres donnant accès au capital social en rémunération d'apports ;
- pour une durée de 18 mois, de procéder à l'émission d'actions, et/ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société par une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, ceci dans la limite de 2 % du capital social (cette autorisation annulant et remplaçant celle conférée au conseil d'administration par l'assemblée générale du 8 juin 2011).

Il n'a pas été fait usage de ces autorisations au 30 juin 2012.

Actions potentielles

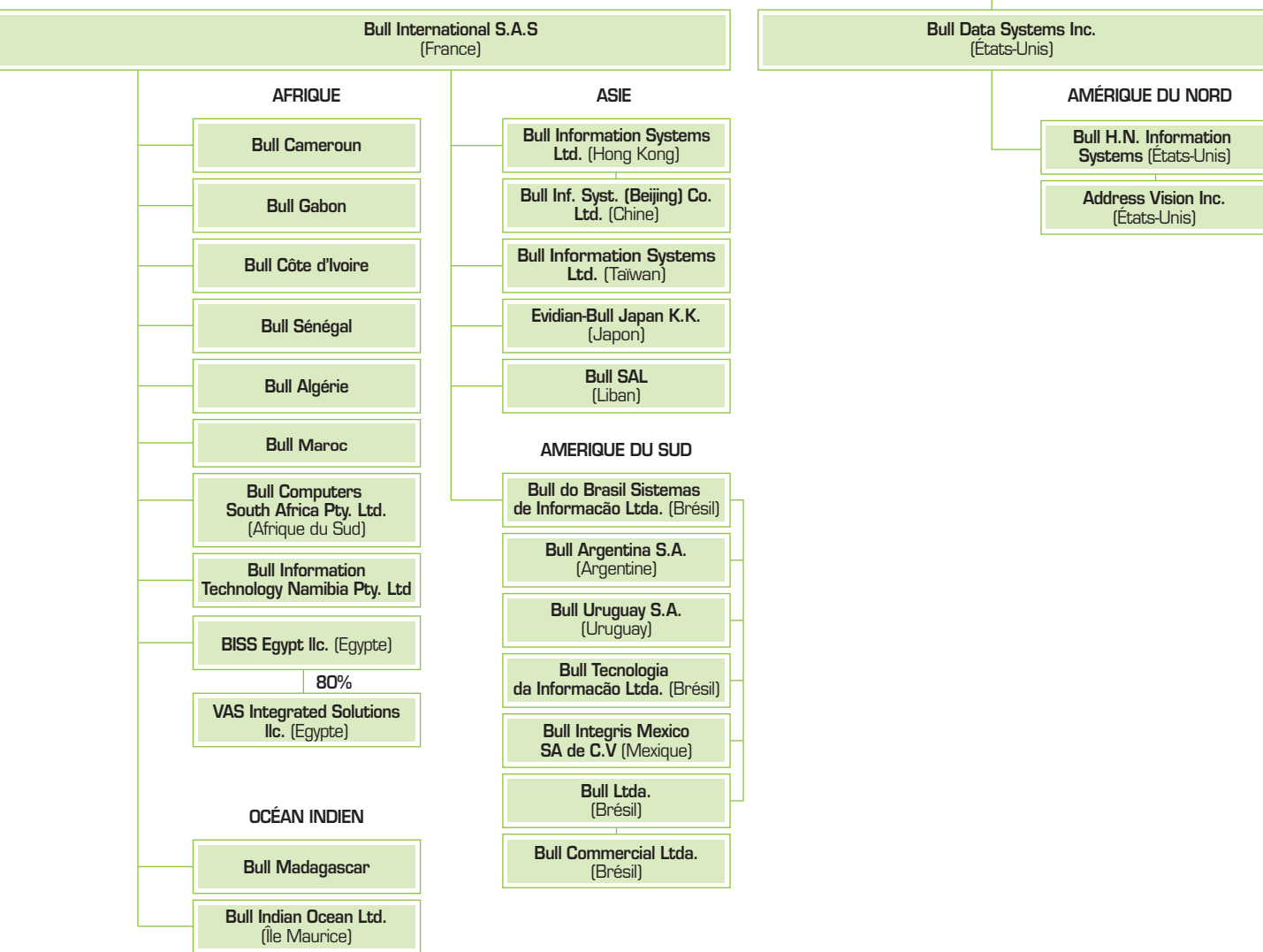
Au 30 juin 2012, le volume potentiel des instruments dilutifs en circulation représente 5 862 actions au titre des OCEANes, 4 864 250 actions au titre des stock-options potentiellement exerçables, et 104 411 actions au titre des attributions gratuites d'actions non couvertes. L'effet potentiellement dilutif global de ces instruments est ainsi d'environ 4,0 %.

4.2 ORGANIGRAMME



* Les sociétés marquées d'un * sont consolidées par la méthode de mise en équivalence. Sauf indications contraires, les participations sont de 100 %.

Bull (Société mère du Groupe)



4.3 INFORMATIONS CONCERNANT LES SOCIÉTÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2012

NB : toutes les sociétés sont consolidées par la méthode de l'intégration globale sauf celles marquées d'un * qui sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Les % de participation indiqués correspondent également dans tous les cas au % des droits de vote détenus.

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention
BULL SA au capital de 12 080 914,70 EUR 542 046 065 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	
A - Filiales de Bull		
Bull SAS SAS au capital de 35 636 720 EUR 642 058 739 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
Bull International S.A.S SAS au capital de 10 260 000 EUR 389 481 466 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
Bull Data Systems Inc. Société au capital de 1 408 USD	285 Billerica Road, Suite 200 CHELMSFORD, MA 01824-4174 (États-Unis)	100
Amesys SAS au capital de 1 372 041,16 EUR 315 067 942 RCS AIX	1030, avenue Guillibert-de la-Lauzière 13794 AIX-EN-PROVENCE (France)	100
Amesys Conseil ⁽¹⁾ SAS au capital de 40 000 EUR (n° SIREN 432 743 698)	1030, avenue Guillibert-de la-Lauzière 13794 AIX-EN-PROVENCE (France)	100
Amesys Conseil Montpellier SAS au capital de 37 000 EUR 443 459 631 RCS MONTPELLIER	Bâtiment Archimède – Park Eureka – 396 rue du Mas-Verchant 34070 MONTPELLIER (France)	100
Eleco SA au capital de 381 122,54 EUR 722 063 534 RCS NANTERRE	20, rue de Billancourt 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT (France)	100
B - Filiales de Bull SAS		
Afrique		
Bull Égypte Information System Cie Société au capital de 50 000 EGP	World Trade Center 11-13 Corniche El Nil, LE CAIRE (Égypte)	100
France		
Agarik SAS SAS au capital de 454 500 EUR 433 082 476 RCS BOBIGNY	20, rue Dieumegard 93400 SAINT-OUEN (France)	100
Evidian SA au capital de 3 391 304,37 EUR 422 689 208 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	92
* Bull Finance SA au capital de 4 400 000 EUR 321 513 335 RCS NANTERRE	57-59, avenue de Chatou 92500 RUEIL-MALMAISON (France)	48,6
HRBC SAS au capital de 37 000 EUR 442 301 875 RCS BOBIGNY	20, rue Dieumegard 93400 SAINT-OUEN (France)	100
Bull PI SAS au capital de 40 000 EUR 433 732 781 RCS VERSAILLES	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention
* SERES SA au capital de 1 013 786 EUR 343 778 163 RCS BOBIGNY	10, avenue Charles-de-Gaulle 94220 CHARENTON-LE-PONT (France)	34
Serviware SAS au capital de 1 000 000 EUR 394 188 379 RCS MEAUX	13-17, allée des Vendanges 77183 CROISSY-BEAUBOURG (France)	100
SIRUS SAS au capital de 140 000 EUR 399 718 097 RCS MARSEILLE	152, avenue du Prado 13008 MARSEILLE (France)	100
Filiales d'Evidian		
Evidian GmbH Société au capital de 100 000 EUR	Von-der-Wettern-Straße, 27 51 149 COLOGNE (Allemagne)	100
Evidian Systems Inc. Société au capital de 1 000 USD	285 Billerica Road, Suite 200 CHELMSFORD, MA 01824-4174 (États-Unis)	100
C - Filiales de Bull International S.A.S		
Afrique		
Bull Algérie Société au capital de 20 000 000 dIA Numéro d'immatriculation : 001 401 6B0 0 Lieu d'immatriculation : ALGER	16 Rue Yehia El-Mazouni, El Biar ALGER (Algérie)	100
Bull Cameroun Société au capital de 208 000 000 XAF Numéro d'immatriculation : B/6 510 Lieu d'immatriculation : DOUALA CAMEROUN	Immeuble C.N.P.S. Rue Tobbie Kouoh BP 2552 Bonanjo Ville DOUALA (Cameroun)	100
Bull Computers South Africa Pty. Ltd. Société au capital de 2 000 000 SAR Numéro d'immatriculation : 198 9/0 064 53/07	115, West Street 2199 SANDTON JOHANNESBURG (Afrique du Sud)	100
Bull Côte d'Ivoire Société au capital de 1 106 110 000 XOF Numéro d'immatriculation : CI-ABJ-19 72-B-9804 Lieu d'immatriculation : ABIDJAN	31, avenue Noguès 01 B.P. 1580 ABIDJAN 01 (Côte d'Ivoire)	100
BISS Egypt Société au capital de 100 000 EGP Numéro d'immatriculation : 782 75 Lieu d'immatriculation : LE CAIRE	109 El Thawra Street, Heliopolis 8th Floor LE CAIRE (Égypte)	100
Bull Gabon Société au capital de 100 000 000 XAF Numéro d'immatriculation : 104 6B Lieu d'immatriculation : LIBREVILLE	Immeuble ex-Sonagar Boulevard Bord-de-Mer B.P. 2260 LIBREVILLE (Gabon)	100
Bull Information Technology Namibia Pty. Ltd. Société au capital de 1 000 SAR Numéro d'immatriculation : 200 0/5 48	C/o Deloitte & Touche Namdeb Center, 10 Bulow street PO Box 47 WINDHOEK (Namibie)	100
Bull Maroc Société au capital de 6 000 000 MAD Numéro d'immatriculation : 154 91 Lieu d'immatriculation : CASABLANCA	Technopark Casablanca Rte de Nouaceur BP 16415 Casablanca 20000 CASABLANCA (Maroc)	100
Bull Sénégal Société au capital de 304 150 000 FCFA Numéro d'immatriculation : SN DKR 1979 B 78 Lieu d'immatriculation : DAKAR	Avenue Malick Sy Immeuble Batimat, 4è étage B.P. 3183 DAKAR (Sénégal)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention
Amérique du Sud		
Bull do Brasil Sistemas de Informação Ltda Société au capital de 9 408 037 BRL Numéro d'immatriculation : 352 075 128 67 Lieu d'immatriculation : SAO PAULO	Avenida Angélica, 903 1° andar – Sala 01 – Higienópolis 01227-901 SAO PAULO SP (Brésil)	100
Filiales de Bull do Brasil Sistemas de Informação Ltda.		
Bull Argentina SA Société au capital de 1 050 849 pesos Numéro d'immatriculation : 179 59	Manuela Saenz 323 5to. Piso Of. 506 C 1107 BPA BUENOS AIRES (Argentine)	100
Bull Ltda. Société au capital de 62 197 349,50 BRL Numéro d'immatriculation : 352 160 297 82 Lieu d'immatriculation : SAO PAULO	Avenida Angelica, 903 Higienópolis 01227-901 SAO PAULO (Brésil)	100
Bull Integris Mexico SA de C.V Société au capital de 50 000 Pesos	Circuito Circunvalación Poniente No. 4-B, Ciudad Satélite, Naucalpan, CP. 53100, MEXICO CITY (Mexique)	100
Bull Tecnologia da Informação Ltda. Société au capital de 3 067 185 00 BRL Numéro d'immatriculation : 352 160 297 91 Lieu d'immatriculation : SAO PAULO	Avenida Angelica, 903 1° Andar, Sala 03 Higienópolis 01227-901 SAO PAULO (Brésil)	100
Bull Uruguay SA Société au capital de 900 000 UYP	Av. Dr Luis A. de Herrera, 2802 1160 MONTEVIDEO (Uruguay)	100
Filiale de Bull Ltda.		
Bull Comercial Ltda. Société au capital de 8 930 415 BRL	Avenida Angelica, 903 1° andar – Sala 04 – Higienópolis 01227-901 SAO PAULO (Brésil)	100
Asie		
Bull Information Systems (Hong Kong) Limited Société au capital de 59 940 000 HKD	Room 25, 15/F Radio City 505 Hennessy Road Causeway Bay HONG KONG SAR	100
Bull Information Systems (Taïwan) Limited Société au capital de 30 000 000 TWD	7F, no 207-3, Sec 3 Beishin Road, Shindian City TAIPEI (Taïwan 231) (ROC)	100
Bull SAL Société au capital de 160 000 000 LBP	69, Rue Jal el Dib Secteur 1 – BP 60208 12412020 METN (Liban)	100
Evidian-Bull JAPAN K.K. Société au capital de 50 000 JPY	4-3-9 Nihonbashi Muromachi, Chuo-Ku – TOKYO (Japon)	100
Filiale de Bull Information Systems (Hong Kong)		
Bull Information Systems (Beijing) Co. Ltd Société au capital de 500 000 USD	11/F, Jing Guang Centre Office Building Hu Jia Lou Chao Yang District 100 020 PEKIN (RP Chine)	100
Europe		
Bull Agence Internationale SAS au capital de 30 000 EUR 540 027 653 RCS Versailles	Rue Jean-Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
AMG.net Société au capital de 763 166,90 PLN	29, rue de Lakowa 90554 LODZ (Pologne)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention
Bull A/O Société au capital de 17 700 000 RUR	Elekrichesky Pereulok, 3, Building 3, entr., 3 123557 MOSCOU (Russie)	100
Bull Bilgisayar Teknoloji A.S Société au capital de 751 562 TRY	Turan Gunes Bulvari 89 SOK 14/1 CANKAYA YILDIZ ANKARA (Turquie)	99,6
Bull Bulgaria Ltd. Société au capital de 100 000 BGN	29 A, Slavianska street, Floor 4, Office 17, Sredets District 1407 SOFIA (République de Bulgarie)	100
Bull Cyprus Ltd Société au capital de 20 000 CYP	70, Makarios III Avenue PO Box 27269 NICOSIE (Chypre)	100
Bull d.o.o. Société au capital de 2 229 000 HRK	Koturaska 69 10000 ZAGREB (Croatie)	100
Bull (España) SA Société au capital de 8 000 020 EUR	Paseo de las Doce Estrella 2 Campo de las Naciones 28042 MADRID (Espagne)	100
Bull GmbH (Germany) Société au capital de 23 000 000 EUR	Von-der-Wettern-Straße, 27 51 149 COLOGNE (Allemagne)	100
Bull Holdings Limited Société au capital de 105 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Bull Integrated IT Solutions A.E. Société au capital de 1 502 454,66 EUR	44, avenue Syngrou B.P. 19027 117 42 ATHÈNES (Grèce)	100
Bull Magyarország Société au capital de 300 000 000 HUF	Szépvölgyi ut 43 H- 1037 BUDAPEST (Hongrie)	100
Bull Nederland N.V. Société au capital de 1 800 000 EUR	Dalsteindreef 141- 151 1112 XJ Diemen Netherlands PO Box 22859 1100 DJ AMSTERDAM (Pays-Bas)	100
SA Bull N.V. Société au capital de 7 200 464,06 EUR	Rue du Moulin-à-Papier, 51 1160 BRUXELLES (Belgique)	100
Bull Polska Sp. Z.o.o. Société au capital de 2 900 000 PLN	Ul. Suwak 3 02-676 VARSOVIE (Pologne)	100
Bull Romania srl Société au capital de 340 700 RON	12 A Burghilea Street, 2nd district, 024032-BUCAREST (Roumanie)	100
Bull s.r.o. Société au capital de 15 000 000 CZK	Lazarska, 6 120 00 PRAGUE 2 (République Tchèque)	100
UAB « Bull Baltija » Société au capital de 150 000 LTL	40 Gostauto Street 01112 VILNIUS (République de Lituanie)	100
Filiales de Bull GmbH (Allemagne)		
Bull GmbH (Austria) Société au capital de 5 820 000 EUR	Am Euro Platz 2 (Euro Plaza Gebäude G) A- 1120 VIENNE (Autriche)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention
Bull (Suisse) SA Société. au capital de 100 000 CHF	Walliseller Strasse 116, 8152 OPFIKON (Canton de Zürich, Suisse)	100
Science+Computing AG Société au capital de 1 495 000 EUR	Hagellocher Weg 73 72070 TUBINGEN (Allemagne)	100
Filiale de Bull (España) SA		
Siconet Société au capital de 126 000 EUR	Paseo de las Doce Estrella 2 Campo de las Naciones 28042 MADRID (Espagne)	100
Filiales de Bull Holdings Limited		
Bull Information Systems Limited Société au capital de 59 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Bull ND Holdings Limited Société au capital de 11 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Filiales de Bull Information Systems Limited		
Bull Financial Services Limited Société au capital de 2 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Tuscan Connects Ltd Société au capital de 1 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	80
Filiale de Bull ND Holdings Limited		
Bull Information Systems Ireland Société au capital de 278 750 EUR	29/3, South William Street DUBLIN (Irlande)	100
Filiales de SA Bull N.V.		
BULL PSF SA Société au capital de 1 500 000 EUR	CAP2 Parc d'activités de Capellen 40 L – 8308 LUXEMBOURG (Luxembourg)	100
Communication-System & Business (CSB Consulting) Société au capital de 53 550 EUR	CAP2 Parc d'activités de Capellen 40 L – 8308 LUXEMBOURG (Luxembourg)	100
Filiales de AMG.net		
AMG.lab Limited Société au capital de 1 000 000 PLN	11, rue de Lakowa 90562 LODZ (Pologne)	100
JADE Sp. Z.o.o. Société au capital de 80 000 PLN Reg. 119112 Torun	ul. Grudziadzka 110-114 87-100 TORUN (Pologne)	100
Filiale de JADE Sp. Z.o.o		
4Innovation Sp. Z.o.o. Société au capital de 150 000 PLN Reg. 350999 Torun	ul. Grudziadzka 110-114 87-100 TORUN (Pologne)	100
Océan Indien		
Bull Indian Ocean Limited Société au capital de 10 000 MUR	C&R Court, 49, rue la Bourdonnais PORT-LOUIS (île Maurice)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de détention
Bull Madagascar SA Société au capital de 29 240 000 MGA	12, rue Indira Gandhi Tsaralalana BP 252 ANTANANARIVO (Madagascar)	100
D - Filiale de Bull Data Systems Inc.		
Bull HN Information Systems Inc. Société au capital de 1 558 USD	285 Billerica Road, Suite 200 CHELMSFORD, MA 01824-4174 (États-Unis)	100
Filiale de Bull HN Information Systems Inc.		
AddressVision Inc. Société au capital de 1 000 USD	285 Billerica Road, Suite 200 CHELMSFORD, MA 01824-4174 (États-Unis)	100
E - Filiales d'Amesys		
Amesys International SAS au capital de 457 347,05 EUR (n° SIREN 412 130 486)	1030, avenue Guillibert-de-la-Lauzière 13794 AIX-EN-PROVENCE (France)	100
Amesys Réseau Sécurité et Services SAS au capital de 5 590 515,44 EUR (n° SIREN 403 412 463)	20, rue de Billancourt 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT (France)	100
Filiales d'Amesys Conseil		
Amesys Canada Inc. Société au capital de 1 000 CAD	1, place Ville-Marie H3B 2C4 MONTREAL, Québec (Canada)	100
Bull Engineering Services GmbH Société au capital de 25 000 EUR	Von-der-Wettern-Str. 27, 51149 COLOGNE (Allemagne)	100
Amesys Switzerland SARL Société au capital de 50 000 CHF	90, avenue de France CH- 1004 LAUSANNE (Suisse)	100
Amesys Singapour PTE Ltd Société au capital de 150 000 SGD Reg : 201103490H	9 Temasek Bld 09-01 Suntec Tower Two SINGAPOUR (038989)	100
Filiale d'Amesys Réseau Sécurité & Services		
Time Reversal Communications SA au capital de 326 259 EUR (n° SIREN 504 081 233 RCS PONTOISE)	10, avenue de l'Entreprise Parc Saint-Christophe 95861 CERGY-PONTOISE (France)	95
F - Filiale de BISS Egypt		
VAS Integrated Solutions LLC Société au capital de 6 250 000 EGP	111 Street n° 90 Al Tagamu' Al Khamis Helwan LE CAIRE (Égypte)	80

(1) Dont 55 % à travers sa filiale Amesys.

4.4 INFORMATIONS CONCERNANT LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS MINORITAIRES AU 30 JUIN 2012

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
Participations de Bull España		
Safelayer Société anonyme au capital de 1 950 000 EUR	Edificio World Trade Center (S-4) Moll de Barcelona S/N 08039 BARCELONE (Espagne)	15,0

Cette participation n'est pas consolidée car inférieure à 19,9 %.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES



5.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

70

5.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

La responsabilité du présent document est assumée par Philippe Vannier, Président-directeur général de Bull.

Attestation du responsable du présent document

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 10 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

27 juillet 2012

Philippe Vannier

Président-directeur général

Bull
Société anonyme au capital de 12 080 914,70€
542 046 065 R.C.S. Versailles
Siège social : rue Jean-Jaurès
78340 Les Clayes-sous-Bois
France
Tél. : +33 (0)1 30 80 70 00
www.bull.fr

